

D



Tout de

**PROMOTION DES DROITS
AUPRÈS DES ENFANTS ET DES JEUNES
2021 | 2022**

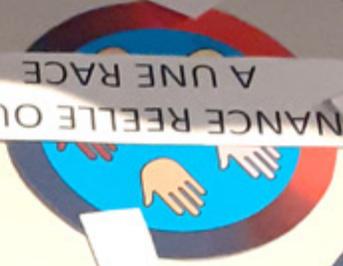
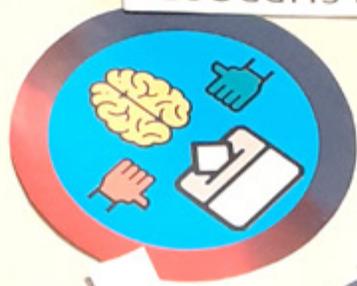
Face au droit, nous sommes tous égaux

Défenseur des droits
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARTICULIERE VULNERABLE
ECONOMIQUE



APPARTENANCE REELLE OU SUPPOSEE
A UNE RACE



APPARENCE

APPARTENANCE REELLE OU SUPPOSEE
A UNE ETHNIE



SITUATION DE HANDICAP



LIEU DE RESIDENCE



APPARTENANCE REELLE OU SUPPOSEE
A UNE FAMILIALE



AGE



APPARENCE

SOMMAIRE

Éditorial	04		
Chiffres clés	06		
1. LE PROGRAMME JADE : UN DISPOSITIF ENTIÈREMENT DÉDIÉ À LA JEUNESSE	08		
A. Un engagement du Défenseur des droits en faveur de l'accès aux droits des enfants et des jeunes	08		
B. Une pédagogie adaptée aux enfants et aux jeunes	10		
C. Un « Aller vers » tous les enfants et les jeunes	12		
1. Les interventions en milieu scolaire	12		
2. Les interventions en accueil de loisirs	14		
3. Les interventions spécialisées	16		
4. Les évènements	17		
2. UN PROGRAMME ÉGALEMENT TOURNÉ VERS « SES » JEUNES : LES JADE	18		
A. La 16 ^{ème} promotion, une équipe de jeunes engagés	18		
B. La mission JADE, une expérience formatrice unique	23		
1. L'apport pour le projet professionnel	23		
2. Une mission rythmée par des formations dont la qualité en fait un objet unique dans le panorama des missions du service civique	24		
a. La formation initiale	24		
b. La formation intermédiaire	25		
c. Les formations locales	27		
d. La formation des JADE Outre-Mer	28		
3. LE PROGRAMME JADE, UN DISPOSITIF PARTENARIAL	29		
A. Un créateur et un pilote : le Défenseur des droits	29		
1. Des agents qui œuvrent de manière transversale à la réussite du programme JADE	29		
2. Les délégués tuteurs, un soutien pour les JADE	29		
3. Les chefs de pôle régionaux, un appui sur les territoires qui s'est renforcé	30		
B. Des acteurs qui s'investissent en faveur du programme JADE	32		
1. Un investissement dans sa mise en œuvre	32		
2. Un investissement dans l'accompagnement des volontaires	36		
3. Une implication dans la formation	36		

ÉDITORIAL

P arler aux enfants de la Convention internationale des droits de l'enfant est indispensable pour leur donner des outils pour se défendre face à certaines difficultés, mais aussi pour lutter contre les violences

dont ils sont parfois victimes. C'est le rôle des Jeunes ambassadeurs des droits de l'enfant, dont l'action est rendue possible par la formation que leur délivrent les juristes des différentes directions du Défenseur des droits, une formation solide et nourrie de l'ensemble de ses missions, qui rappelle à quel point la défense des droits de l'enfant traverse toute l'institution.

Les contraintes épidémiques n'auront pas épargné les jeunes de la 16^{ème} promotion de JADE, comme elles n'ont pas épargné le reste de la jeunesse de notre pays. En dépit des difficultés, cette promotion de jeunes ambassadeurs et ambassadrices des droits a réussi à sensibiliser cette année plus de 51 000 enfants à leurs droits. Cela représente 3 000 enfants de plus que l'année dernière et 14 000 de plus que durant l'année 2019-2020.

L'année 2021-2022 aura également été marquée par le « retour » des événements dits « grand public », comme les festivals et les rallyes citoyens, plus de mille jeunes ayant ainsi pu être sensibilisés à leurs droits, à la faveur de parcours d'animations ludo-éducatifs renouvelés à chaque fois.

Que ce soit en milieu scolaire, périscolaire ou auprès de structures spécialisées comme les hôpitaux, les foyers de la protection de l'enfance, les structures de la protection judiciaire de

la jeunesse ou les instituts spécialisés sur le handicap, les 94 JADE de la promotion sont allés à la rencontre des enfants pour porter les droits humains à leur « hauteur ».

Conformément aux stipulations de l'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant, le programme JADE est un dispositif qui met la parole des enfants au cœur de ses missions.

Celle des enfants sensibilisés dans les écoles, tout d'abord, qui sont invités à proposer le thème de la séance d'approfondissement à l'issue de la première intervention en milieu scolaire. Celle des enfants sensibilisés

en dehors des écoles également, comme le montre cette année l'opération expérimentale de sensibilisation menée auprès des enfants des 73 centres de loisirs maternels et élémentaires du 19^{ème} arrondissement de Paris. Les 12 droits fondamentaux de l'enfant y ont été présentés sous la forme d'animations de « photo-langage », qui ont permis à chaque enfant de s'exprimer. Une affiche a été réalisée à partir des images

choisies par les enfants, pour composer en fin d'année une grande fresque rassemblant les travaux des 73 centres et représentant la vision de l'ensemble des enfants sur leurs droits.

Celle des enfants mobilisés dans le cadre du dispositif de recueil de la parole des enfants que conduit mon institution : plus de vingt ateliers ont été animés par des JADE sur tout le territoire, pour accompagner les associations impliquées dans ce projet en sensibilisant les enfants concernés à leurs droits et à la thématique retenue cette année pour notre rapport annuel sur les droits de l'enfant : leur droit à la vie privée.

**LE PROGRAMME
JADE EST UN
DISPOSITIF QUI
MET LA PAROLE
DES ENFANTS
AU CŒUR
DE SES MISSIONS.**

L'APPRENTISSAGE DES DROITS EST ESSENTIEL À LEUR EFFECTIVITÉ POUR TOUS ET POUR TOUTES.

Celle des JADE eux-mêmes, qui ont été sollicités pour participer à une table ronde organisée par mes services afin d'éclairer les constats et recommandations mis en avant dans notre rapport dédié aux questions de dématérialisation des services publics, publié en février dernier et intitulé : *Dématérialisation des services publics : trois ans après, où en est-on ?*

L'apprentissage des droits est essentiel à leur effectivité pour toutes et pour tous. C'est bien l'enjeu et l'objectif du programme JADE. Pour cette raison, je souhaite le renforcement de la présence des JADE sur les territoires pour l'année qui vient.

L'action des JADE ne s'envisage pas sans l'appui précieux de nos partenaires, que je tiens à remercier. Je veux ici évoquer les neuf collectivités territoriales qui soutiennent financièrement le programme, les trois associations agréées de service civique, Unis-Cité, Concordia et les CEMEA qui assurent sa gestion administrative à l'échelon local, les rectorats, les établissements scolaires, ainsi que les très nombreux acteurs et personnalités qualifiées qui interviennent à un titre ou un autre dans la mission. Je tiens également à saluer le dynamisme et le professionnalisme de notre petite équipe en charge d'assurer

le bon fonctionnement du programme et d'accompagner les JADE tout au long de l'année.

La réussite du programme tient également à la mobilisation sans faille de l'ensemble de mes services, au siège comme sur le terrain : pôles d'instruction, promotion, logistique, communication, chefs et cheffes de pôle régional, délégués tuteurs, pour ne citer que les plus évidents.

Les résultats présentés dans le présent rapport sont donc, bien sûr, à mettre avant tout au crédit de l'engagement des jeunes volontaires du programme, mais ils montrent également que la défense et la promotion des droits de l'enfant et de l'égalité, pour être efficace, requiert l'engagement de toutes celles et ceux qui les entourent ou qui en sont, à un titre ou un autre, à un moment ou un autre, responsables. Le programme JADE démontre, cette année comme les précédentes, qu'ensemble, il est possible de faire progresser les droits des enfants, pour aujourd'hui, et pour les adultes qu'ils deviendront demain.

CLAIRE HÉDON

Défenseure des droits



CHIFFRES CLÉS



94

JEUNES AMBASSADEURS DES DROITS



51 389

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS DONT



2 980

ÉLÈVES EN ÉCOLES PRIMAIRES



26 008

COLLÉGIENS



11 795

LYCÉENS

4 397

EN ACCUEIL
DE LOISIRS

1 446

EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES

4 763

LORS D'ÉVÈNEMENTS ANNEXES



281

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES VISITÉS DONT :

25
ÉCOLES
PRIMAIRES

177
COLLÈGES

79
LYCÉES

3 000
INTERVENTIONS EN
MILIEU SCOLAIRE

83
EN STRUCTURES
SPÉCIALISÉES

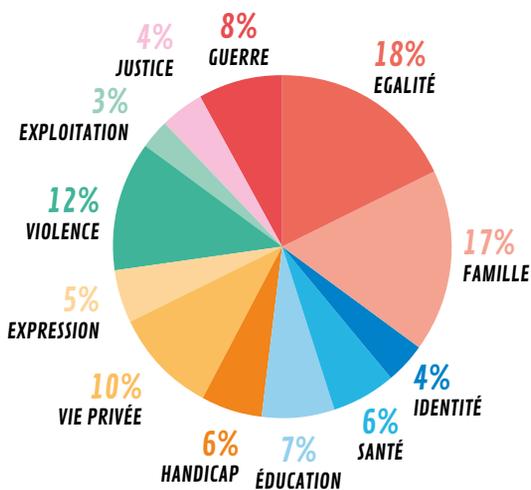
124
PAROLES INQUIÉTANTES
REMONTÉES PAR LES JADE

155
HEURES DE FORMATION
DISPENSÉES
À CHAQUE JADE

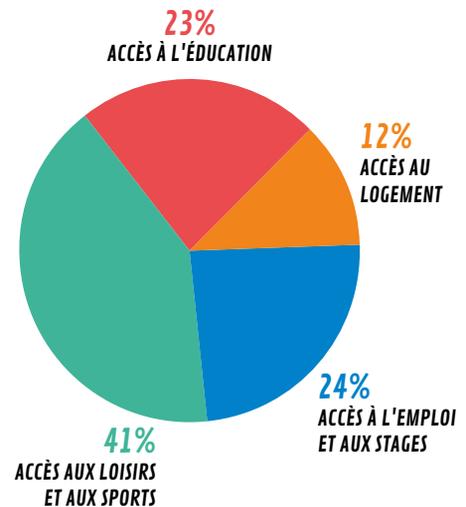
98%
DES ÉTABLISSEMENTS
SATISFAITS
DES INTERVENTIONS JADE

90%
DES ENFANTS
ET DES JEUNES SATISFAITS
DES INTERVENTIONS JADE

DROITS CHOISIS PAR LES ENFANTS
LORS DES INTERVENTIONS JADE ENFANT



DOMAINES DE DISCRIMINATION CHOISIS
PAR LES JEUNES LORS DES INTERVENTIONS
JADE ÉGALITÉ



1. LE PROGRAMME JADE : UN DISPOSITIF ENTIÈREMENT DÉDIÉ À LA JEUNESSE



51 389

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS CETTE ANNÉE

A. UN ENGAGEMENT DU DÉFENSEUR DES DROITS EN FAVEUR DE L'ACCÈS AUX DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES

Le programme des Jeunes Ambassadeurs et Ambassadrices des droits (JADE) est un dispositif créé et porté par le Défenseur des droits depuis plus de 15 ans, dont la philosophie n'a pas varié depuis 2007 : l'éducation aux droits est un levier d'accès à l'égalité. Celle-ci doit être déployée « partout » où se trouvent les enfants et les jeunes, en milieu scolaire, périscolaire, en structures spécialisées ou à l'occasion de grands événements, afin de faire en sorte que chacun et chacune, en particulier, les plus vulnérables, puisse exercer ses droits le plus précocement

possible. Pendant la durée de la mission, nos ambassadeurs contribuent ainsi à former les jeunes aux notions fondamentales du droit, à susciter le débat et la réflexion mais également à encourager leur esprit critique.

Il s'agit là de l'essence et de l'ambition du programme JADE : apporter des connaissances et permettre aux enfants de s'exprimer sur leurs droits, en proposant des actions de promotion des droits de l'enfant auprès des plus jeunes, en partageant les valeurs de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) et en sensibilisant les lycéens et les apprentis au droit de la non-discrimination et à la promotion de l'égalité.

Ce sont en fait deux missions qui cohabitent au sein d'un même programme : les JADE « enfant » et les JADE « égalité ». L'une et l'autre participent à la promotion des valeurs du Défenseur des droits. Le programme JADE a fondé sa singularité et sa richesse sur le principe de la sensibilisation des enfants et des jeunes par d'autres jeunes, ce qui permet une proximité entre les JADE et leur public. Cette proximité permet une meilleure compréhension du message délivré par les JADE, grâce à une expérience générationnelle partagée.

Échanger avec les enfants et les jeunes, les faire participer à des animations, c'est favoriser et soutenir leur réflexion et leur faire prendre conscience de l'importance de leurs droits et de l'égalité entre tous.



Les élèves du collège Rouget de Lisle de Schiltigheim (67) s'expriment lors de l'intervention de Emma X et d'Elisée.

C'est aussi mettre « en actes » les droits qui leur sont reconnus, en tant que personnes. Chaque année, la promotion de JADE relève la pertinence des interrogations posées par les enfants et les jeunes, ainsi que la richesse et la qualité des débats relatifs aux sujets qui les concernent.

C'est pour les enfants et les jeunes que le programme cherche continuellement à s'améliorer. Chaque année, une attention particulière est donc portée aux retours des enfants et des jeunes à l'issue des sessions de sensibilisation. Cette année encore, ces retours sont très positifs. 90% des enfants et des jeunes ont apprécié les interventions des JADE dans les établissements scolaires.

Enfin, l'intervention des JADE, quel que soit l'endroit où elle est programmée, permet à certains enfants ou à certains jeunes de se confier à leurs pairs, à l'oral ou à l'écrit sur un questionnaire de satisfaction. Celui-ci permet de connaître les retours à la suite de l'intervention, mais aussi la thématique la plus choisie par les élèves pour l'approfondissement et l'animation de la seconde séance. Ce format d'intervention ne se fait que dans les établissements scolaires, les interventions périscolaires ou spécialisées se prêtant moins à la distribution d'un tel document. L'avis des enfants est recueilli de façon moins formelle lors de la conclusion des activités ou par des jeux de vote.



ZOOM SUR LA CONSULTATION DES ENFANTS 2022 – LE DROIT À LA VIE PRIVÉE

Les JADE ont cette année encore été sollicités pour intervenir dans le cadre de la consultation des enfants mise en œuvre par la Défenseure des droits.

Conformément aux recommandations du Comité des droits de l'enfant de l'ONU visant à améliorer la prise en compte de la parole des enfants sur l'effectivité de leurs droits, l'institution a créé en 2019 son propre dispositif de consultation des enfants via la campagne « J'ai des droits, entends-moi - Consultation nationale du Défenseur des droits auprès des moins de 18 ans ». Sur l'ensemble du territoire, en métropole comme dans les territoires ultramarins, cette dernière a permis à 2200 enfants, âgés de 4 à 17 ans, de pouvoir s'exprimer sur la mise en œuvre de leurs droits, grâce à la mobilisation d'une cinquantaine d'associations et de structures. Leur contribution est notamment venue nourrir le rapport annuel sur les droits de l'enfant de 2020 relatif à la prise en compte de la parole de l'enfant.

En 2022, le rapport annuel sur les droits de l'enfant mettra l'accent sur le droit à la vie privée des enfants. Le dispositif de consultation a été reconduit et cette année plus de 80 structures associatives ou publiques, du secteur social et médico-social ou de droit commun, réparties sur l'ensemble du territoire, ont manifesté le souhait de s'engager dans cette démarche.

En tant qu'ambassadeurs et ambassadrices de l'institution, les JADE ont été sollicités par des structures participant à la consultation pour sensibiliser les enfants et les jeunes à leurs droits fondamentaux et plus particulièrement au droit à la vie privée. Les JADE y ont abordé ces thématiques à travers des interventions ludiques, qui permettent aux enfants et aux jeunes une première approche du sujet et de libérer la parole. En fonction de l'âge du public, de la durée de l'intervention et des spécificités de chaque groupe, les JADE ont proposé un déroulé et des animations « sur-mesure », co-construits et validés par les professionnels des structures lors d'une réunion préparatoire. En s'appuyant sur cette intervention visant à susciter la réflexion individuelle et collective des participants sur leur droit au respect de leur vie privée, les professionnels des structures mènent ensuite le travail de consultation.

Dans le cadre de la consultation sur le droit à la vie privée, ce sont plus de vingt ateliers qui auront été animés par des JADE.

Les thématiques sont choisies par les équipes pédagogiques lors des réunions préparatoires.

Le contact quotidien d'enfants et de jeunes et la faible différence d'âge amènent parfois les JADE à prendre connaissance de situations préoccupantes, ou à recevoir des confidences de la part d'enfants. Afin d'y répondre, le Défenseur des droits a mis en place une procédure dite des « paroles inquiétantes », qui permet d'identifier et de faire traiter par des professionnels une situation de danger ou un risque de danger pour l'enfant. Cette année, ce sont 124 paroles inquiétantes¹ qui ont été transmises par les JADE à l'institution. Ces dernières années nous constatons une hausse globale qui pourrait s'expliquer par l'augmentation du nombre de JADE, une prévention plus importante dans les établissements scolaires qui facilite la libération de la parole ou encore l'utilisation quotidienne et de plus en plus jeune des réseaux sociaux qui amène certains élèves à se retrouver victimes de cyber-harcèlement ou à avoir des comportements qui les mettent en danger. La crise sanitaire et le confinement ont également eu un impact sur la santé physique et mentale des enfants et des jeunes, nous retrouvons ce mal-être dans certaines des paroles inquiétantes.



Ambre HAMARD et Coralie LOISEAU animent le jeu des « post-it » lors d'une première intervention JADE Égalité en milieu scolaire.

B. UNE PÉDAGOGIE ADAPTÉE AUX ENFANTS ET AUX JEUNES

La diversité des structures dans lesquelles les JADE interviennent nécessite une adaptation des supports et des formes d'interventions. Les méthodes propres à chaque structure sont prises en compte notamment pour un public ne maîtrisant pas la langue française ou encore auprès d'enfants en situation de handicap cognitif ou sensoriel. Quel que soit le type de structure ou les caractéristiques des enfants à sensibiliser, les JADE échangent et discutent avec le groupe, afin de créer les conditions nécessaires à une participation active de toutes et tous.

Avant une intervention, les JADE rencontrent les membres de l'établissement ou de la structure dans laquelle ils sont appelés à intervenir, lors de réunions préparatoires. Ces réunions permettent de s'entendre sur les attendus et les objectifs de l'intervention, les professionnels « accueillants » participant ainsi à la construction des animations et des séances. Les JADE leur présentent les modalités d'intervention (conditions d'accueil à respecter par l'établissement, intervention en binôme, durée des interventions...), leurs idées et les adaptent selon les retours. Ces moments d'échanges privilégiés permettent aux JADE de mieux comprendre le fonctionnement de l'établissement, les spécificités du public qu'il accueille et ses attentes, les équipes pédagogiques pouvant le cas échéant, dès le stade de l'inscription de leur établissement au programme, indiquer les sujets qu'ils souhaitent voir approfondir. En lien avec les professionnels, les JADE proposent des animations adaptées pour que les droits, les enjeux de promotion de l'égalité et les moyens de faire valoir ses droits soient pleinement accessibles et compris.

Pour chaque structure, la pédagogie, le format et les supports s'adaptent. Les JADE ont donc une réelle autonomie dans la réalisation des supports.

L'équipe encadrante JADE, au siège du Défenseur des droits, relit et valide toutes les activités proposées par les jeunes, ces derniers disposant par ailleurs d'un catalogue d'animations constitué au fil des promotions.

Si les interventions en établissements scolaires se font dans un cadre plus contraint, avec une trame identique pour chaque binôme, les JADE ont cependant la possibilité d'interroger les élèves à la fin de chaque première séance pour qu'ils choisissent eux-mêmes la thématique de la deuxième intervention. Les interventions en milieu scolaire se déroulent en deux séances d'une heure pour chaque classe, la première permet de sensibiliser les élèves, la seconde est un temps d'approfondissement thématique ludique. Les élèves ont donc une part active à leur propre sensibilisation : leur parole est écoutée et prise en compte, conformément aux stipulations de l'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant qui prévoit le droit pour tout enfant d'exprimer librement son opinion sur toute question le concernant. Les JADE adaptent l'animation à la dynamique de la classe observée lors de la première intervention.

Parce que la pédagogie, c'est savoir trouver « l'entrée » qui parle à un public, l'équipe encadrante JADE du Défenseur des droits attache une attention particulière à l'évolution des trames d'interventions, afin qu'elles répondent au mieux aux besoins identifiés des enfants et des jeunes. Comme pour chaque promotion, plusieurs temps dédiés, associant les différents services du Défenseur des droits ont donc été organisés afin de réfléchir en transversalité et de proposer de nouvelles modalités d'intervention.

Le programme JADE s'adapte également aux méthodes d'enseignement qui mettent davantage en avant l'utilisation du numérique, pour des élèves qui y sont bien plus familiers qu'il y a encore quelques années.



C. UN « ALLER VERS » TOUS LES ENFANTS ET LES JEUNES

1. LES INTERVENTIONS EN MILIEU SCOLAIRE

Avec 281 établissements sensibilisés cette année, les interventions en milieu scolaire ont occupé une grande partie du quotidien des JADE qui, quel que soit le territoire, se rendent systématiquement à deux reprises auprès des élèves.

Les interventions des JADE Égalité ont été proposées aux collégiens des classes de 3^{ème}, aux lycéens et aux jeunes apprentis en contrat d'apprentissage de niveau V (BEP, CAP) et de niveau IV (Bac Pro).

La première séance a permis aux JADE d'aborder trois aspects de la discrimination : sa construction, sa définition juridique et les solutions à mettre en œuvre pour lutter plus avant.

Les JADE Enfant ont pour leur part sensibilisé les élèves des classes de 6^{ème} et de 5^{ème} ou dans tout autre temps de la vie scolaire : comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté, projet spécifique au sein de l'établissement, interventions auprès des autres niveaux de classes...

Les JADE Enfant comme les JADE Égalité sont également venus à la rencontre d'élèves des sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA), des unités localisées d'inclusion scolaire (ULIS) et des unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants (UPE2A). Ils ont été formés localement par l'Éducation nationale pour adapter leurs interventions auprès de ces élèves.



Jade DJEKIRIF et Mélissa PERRAS, JADE de la Métropole de Lyon, présentent les 12 droits de la CIDE aux élèves d'une classe de 5^{ème}.



Chloé JIMENEZ et Lisa ANTROPIUS, JADE en Haute-Garonne, devant une classe du lycée professionnel AIRBUS à Toulouse.

ILS EN PARLENT

PAROLES ET REMARQUES D'ÉLÈVES CONCERNANT LA VENUE DES JADE



« J'ai appris comment on pouvait réagir, comment reconnaître les discriminations et les sanctions encourues. C'était très intéressant et les activités étaient très bien réalisées. » **Eve L.**



« C'était bien expliqué. J'ai appris qu'il y'a plus de personnes que ce que l'on pense qui sont touchées. » **Ewan A.**



« Ça m'a beaucoup intéressée, l'animation était très bien. » **Ophélie F.**



« J'ai beaucoup aimé l'intervention. Les filles étaient sympas et très gentilles. » **Emma V.**



« Elles étaient dynamiques. » **Anaïs B.**



« J'ai bien aimé. J'ai appris des choses que je ne savais pas. » **Coralie F.**



« Je me suis rendue compte que la discrimination se trouvait partout dans la vie quotidienne. Nous le faisons peut-être sans nous en rendre compte. » **Madighane L.**



« J'en ai appris davantage sur la discrimination et sur ce que l'on pouvait ressentir. » **Amina E.**



« On voyait qu'elles étaient passionnées par ce qu'elles disaient. » **Lilou S.**



« J'ai trouvé cette intervention très constructive. Je trouve dommage qu'il n'y ait pas d'autres interventions pour en apprendre un peu plus sur le sujet. » **Tissia G.**



« J'ai appris où on pouvait dénoncer des actes discriminatoires. » **Marie B.**



« C'était intéressant car tout le monde participait. » **Océane L.**

2. LES INTERVENTIONS EN ACCUEIL DE LOISIRS

Pendant les vacances scolaires d'automne, d'hiver et de printemps, les JADE interviennent sur chaque territoire dans des accueils de loisirs et des centres sociaux. Il s'agit d'interventions qui se déroulent sur plusieurs jours et qui s'intègrent aux projets pédagogiques des structures. Le nombre et l'âge des enfants (de 6 à 12 ans) varie lui aussi, laissant ainsi les volontaires libres d'imaginer des animations originales, toujours adaptées et orientées vers le jeu.

Comme pour toute autre structure, des rencontres préliminaires sont organisées en amont des interventions entre les équipes pédagogiques et les JADE. Il s'agit non seulement de programmer la venue des JADE, mais surtout de penser au mieux l'intégration des éléments de connaissance sur les droits des enfants dans la thématique souhaitée par la structure.



Un escape game : des enfants « cherchent la CIDE » cachée quelque part dans l'école.

ILS EN PARLENT

MME LILAT KISSI, RESPONSABLE ÉDUCATIVE VILLE, CENTRE DE LOISIRS MATERNEL EUGÉNIE COTTON, PARIS 19

“ Nous travaillons depuis longtemps sur les droits de l'enfant au sein de notre structure mais l'intervention des JADE a permis d'approfondir la thématique grâce à de nouveaux outils comme le “photo-langage” qui a vraiment fait parler les enfants sur leurs droits. L'équipe d'animation a pu découvrir ces outils et s'en saisir pour des activités futures. C'est d'autant plus intéressant qu'il y a très peu de ressources et de structures existantes pour sensibiliser les enfants de maternelle à leur droit. Un grand merci aux JADE pour leur intervention précieuse.”



Oriane LEGENDRE, JADE dans le Bas-Rhin, fait deviner des mots et des expressions par des dessins. Dans cette animation, les enfants doivent dessiner des expressions et mots liés aux droits des enfants.



ZOOM SUR LES INTERVENTIONS EN ACCUEIL DE LOISIRS DANS LE 19^{ÈME} ARRONDISSEMENT DE PARIS

Cette année, un partenariat avec la circonscription des affaires scolaires du 19^{ème} arrondissement de Paris (CASPE 19) a vu le jour. Sa mise en oeuvre a fortement marqué l'activité de la 16^{ème} promotion de JADE, et en particulier celle de l'équipe de JADE d'Île-de-France. Ce partenariat a permis d'intervenir dans les 73 accueils périscolaires de l'arrondissement en mobilisant les 18 JADE franciliens.

Dans le cadre de la formation initiale à Paris, ce sont tout d'abord 19 accueils périscolaires de l'arrondissement (17 accueils élémentaires et 2 accueils collégiens) qui ont accueilli des JADE de toute la France, pour un stage pratique de deux jours, en immersion, au sein de leur équipe d'animation. Ces temps de formation sur le terrain ont permis aux JADE de faire leurs premiers pas dans le monde de l'animation mais également de s'approprier certains supports d'intervention utilisés tout au long de leur mission. Ces stages ont été des temps d'échanges et de partage très enrichissants entre les JADE et les équipes d'animation. D'un côté, les JADE bénéficient des précieux conseils de professionnels aguerris, et de l'autre, l'équipe d'animation profite de l'intervention des JADE pour découvrir de nouveaux outils ludiques de sensibilisation aux droits de l'enfant ou à la lutte contre les discriminations et initier un travail sur ces thématiques au sein de leur structure.

Dans un second temps, des interventions de sensibilisation d'une heure sur les droits de l'enfant ont été menées par les JADE franciliens dans l'ensemble des centres de loisirs maternels et élémentaires du 19^{ème} arrondissement. Les animations étaient composées d'un temps de présentation rapide des 12 droits fondamentaux de l'enfant puis d'une animation de « photolangage » sur un des droits, permettant à chaque enfant de choisir la photo la plus représentative de ce droit à ses yeux et de justifier ce choix lors d'une discussion collective.

Pour chaque centre visité, une affiche est réalisée à partir des images choisies par les enfants pour composer en fin d'année une grande fresque rassemblant les travaux des 73 centres et représentant la vision des enfants du 19^{ème} sur leurs droits. Cette fresque sera présentée lors de différents événements de la CASPE 19 afin de valoriser l'expression des enfants.

Au-delà du défi logistique et organisationnel de ce projet d'envergure, ce partenariat fut également l'occasion de créer et de tester de nouveaux supports d'intervention pour les JADE notamment auprès d'un public plus jeune (maternelle). Ce partenariat illustre ainsi la volonté d'innovation constante et d'adaptation des animations à l'ensemble des enfants et des jeunes qui sont au cœur du programme JADE.



3. LES INTERVENTIONS SPÉCIALISÉES

Dès le mois de février, les JADE, forts de leur expérience dans les établissements scolaires et les accueils de loisirs, commencent les interventions dites « spécialisées » auprès de jeunes à l'hôpital, en situation de handicap, de mineurs non-accompagnés, ainsi que de jeunes sous protection de l'aide sociale à l'enfance ou sous protection judiciaire de la jeunesse. Ces jeunes, souvent éloignés des voies scolaires classiques, peuvent ainsi être mieux informés sur leurs droits et les possibles discriminations auxquelles ils peuvent avoir à faire face. Les JADE rencontrent :

- Des enfants hospitalisés dans les services pédiatriques et de pédopsychiatries ;
- Des enfants en situation de handicap dans les instituts médicaux éducatifs, les unités locales d'inclusion scolaire, à l'institut national des jeunes sourds, à l'institut national des jeunes aveugles, les instituts thérapeutiques éducatifs et pédagogiques, les établissements ou services d'aide par le travail ;
- Des enfants et des jeunes placés sous protection judiciaire ou encore confiés à l'aide sociale à l'enfance dans les maisons d'enfants à caractère social, les foyers, les unités éducatives en milieu ouvert, les établissements de placement éducatif, les centres éducatifs fermés, les quartiers pour mineurs, les centres de jeunes détenus, les établissements pénitentiaires pour mineurs ;
- Des mineurs non accompagnés accueillis par les établissements de l'ASE ou accompagnés par les associations comme la Croix-Rouge, La Sauvegarde, les Apprentis d'Auteuil, Médecins du Monde, les associations En Temps, Espoirs CFDJ...).

ILS EN PARLENT

**MME MAGALIE GUERIN,
ÉDUCATRICE PJJ AUX SERVICES TERRITORIAUX
ÉDUCATIFS EN MILIEU OUVERT (STEMO) DE VERSAILLES**

" Les JADE sont intervenus à l'UEAJ (unité d'activités de jour) de Versailles dans le cadre d'une action éducative Citoyenneté en direction de quelques jeunes pris en charge. Il s'agissait de permettre à ces jeunes l'acquisition de notions autour de leurs droits et de susciter un débat interactif. Grâce à leur pédagogie ludique et interactive et aux outils utilisés, les JADE parviennent à toucher ce public jeune. Les JADE sont des jeunes qui s'adressent à d'autres jeunes et cela est très facilitant.

À l'UEAJ, les ateliers qui leur sont proposés visent à les remobiliser, à les resocialiser, à restaurer leur image de soi et à les accompagner sur la construction d'un projet professionnel. Cette action avec les JADE a été l'occasion de proposer à ces jeunes un espace de réflexion sur leurs droits et devoirs de citoyen. Beaucoup méconnaissent leurs droits. Les JADE ont aussi suscité chez eux une attitude réflexive sur leur utilisation des réseaux sociaux, une vigilance à avoir concernant plusieurs aspects de leur vie d'adolescents comme le post d'images intimes sur le Net, le cyber-harcèlement, la lutte contre le sexisme, l'égalité femmes-hommes. Les JADE ont également présenté le Service Civique, ce qui a créé chez certains jeunes une forme d'attrait pour cette possibilité d'insertion socio-professionnelle permettant les premiers pas dans le monde du travail."

**M. VINCENT LIETZ,
ÉDUCATEUR SPORTIF DE L'IMPRO DU RIED,
DIEBOLSHEIM (67)**

" Les JADE sont intervenus à l'Institut Médico-Professionnel (IMPRO) du Ried où je suis en stage en tant qu'éducateur sportif. Les éducateurs ont fait un super retour lors de leur réunion. L'adaptation des JADE au public était vraiment top et les jeunes ont fait un super retour aux éducateurs et ils ont posé quelques questions sur leurs droits."

4. LES ÉVÈNEMENTS

Dès le début de leur mission, à l'occasion du 20 novembre, date anniversaire des droits de l'enfant puis tout au long de l'année, les JADE ont participé à de nombreux événements dédiés aux droits de l'enfant et à la promotion de l'égalité.

Ces interventions se tiennent dans le cadre de forums, de stands, de fêtes de quartiers, de rallyes... Ces événements sont proposés par des partenaires divers et peuvent se tenir sur l'ensemble des territoires où des JADE effectuent leur mission. Pour chaque événement, les JADE adaptent leurs animations.

Cette année aura également été marquée par le retour de grands événements nationaux comme Solidays ou encore Educap'city qui s'était déroulé l'année dernière en format réduit. Ces événements permettent aux JADE de prendre la parole, d'échanger, de dialoguer avec des enfants, mais aussi des adultes. L'implication des JADE lors de ces événements permet de faire vivre et progresser la connaissance du droit et des droits par tous.



L'équipe des JADE de la Haute-Garonne, Lisa ANTROPIUS, Agathe GUILLARD, Chloé JIMENEZ et Schéhérazade MESKITI à l'occasion de la journée des Rencontres pour l'égalité.



À l'occasion du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, les JADE de Loire-Atlantique ont sensibilisé l'ensemble des élèves du lycée Jacques Prévert de Savenay par des interventions en classe et la tenue de cinq stands animés lors de la pause méridienne.

2. UN PROGRAMME ÉGALEMENT TOURNÉ VERS « SES » JEUNES : LES JADE

A. LA 16^{ÈME} PROMOTION, UNE ÉQUIPE DE JEUNES ENGAGÉS

La 16^{ème} promotion des JADE est composée de 94 jeunes volontaires, âgés de 17 à 25 ans, qui ont choisi de s'engager pour une mission de service civique de 9 mois auprès du Défenseur des droits. Répartis dans 23 départements et 2 métropoles sur l'ensemble du territoire national, les 56 JADE Enfant et les 38 JADE Égalité révèlent des profils très différents, à l'image de l'esprit souhaité par le dispositif du service civique.

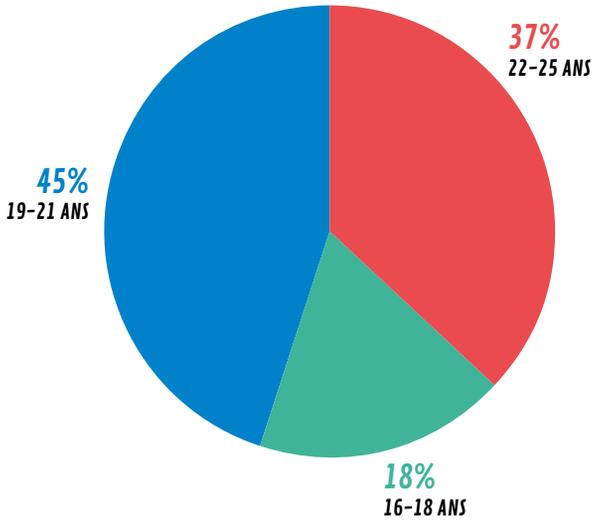
La diversité des parcours des volontaires constitue l'un des fondements du service civique depuis la création du dispositif. Il s'agit également d'une exigence que le Défenseur des droits s'est toujours efforcé de respecter dans le recrutement des volontaires. Cette année, comme pour l'année précédente, les JADE sont donc issus d'horizons très différents, de tous milieux sociaux et de tous niveaux académiques. La mission intéresse à la fois des volontaires attirés par la dimension sociale et éducative du programme, notamment les liens avec les milieux de l'animation ou de l'éducation spécialisée, mais aussi par la dimension juridique avec la vulgarisation des concepts pour faciliter l'accès aux droits ou encore par le souhait de s'engager pour des valeurs, avec la transmission d'une culture des droits humains auprès des plus jeunes.

Selon leur parcours, leurs centres d'intérêts ou leur projet professionnel, les jeunes volontaires font le choix d'un service civique pour donner de leur temps dans le cadre d'un engagement citoyen, mais également pour acquérir des compétences et de l'expérience afin d'avancer plus avant dans leur projet personnel. Si certains volontaires font le lien entre leur projet professionnel et la mission JADE, l'attrait pour la promotion des droits de l'enfant et pour la lutte contre les discriminations est le principal moteur de leur engagement et le principal critère de recrutement.

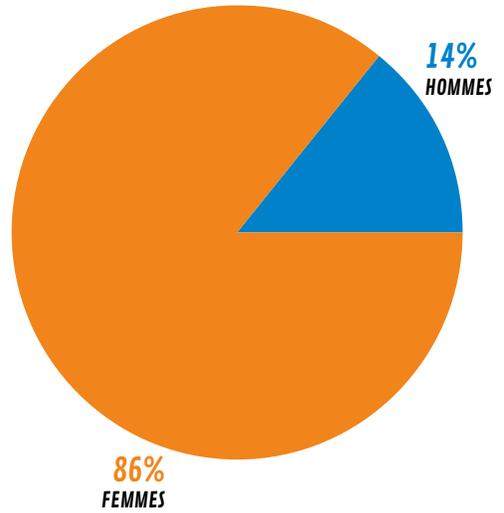




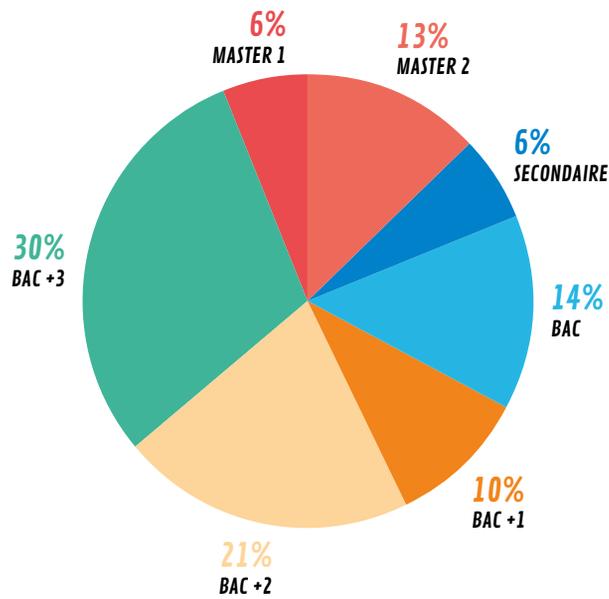
RÉPARTITION DES ÂGES



RÉPARTITION FEMME/HOMME



NIVEAU DE DIPLOME



GALERIE PHOTOS DES EQUIPES JADE

ÉQUIPE DU MAINE-ET-LOIRE

Ambre HAMARD, Coralie LOISEAU,
Auriane BAUDON et Lily BOUJARD.



ÉQUIPE DE HAUTE-GARONNE

Schéhérazaïde MESKITI, Chloé JIMENEZ,
Agathe GUILLARD et Lisa ANTROPIUS.



ÉQUIPE DU RHÔNE

Lucile DUCROZ, Aodren COMBOT, Diana KHAN
et Wassim BAYOUB.



ÉQUIPE DE LA MÉTROPOLIS DE LYON

Emma CERCIAT, Jade DJEKIRIF,
Mélissa PERRAS et Lilé-Gad TOMÉI.



ÉQUIPE DE LA LOIRE

Delphine GRAND, Fiol PEREZ-HORION,
Lucie ANTERION et Léa RIBEIRO.



ÉQUIPE DE LA MÉTROPOLIS DE GRENOBLE

Anaëlle BARATIER, Louna PERRIN,
Sonia SINGH, Emy SCHMITT.



ÉQUIPE DE LA MAYENNE

Alan CHOTARD, Morgane FAUCHET,
Lisenn LORIEUL, Natidja DJOUMOI.



ÉQUIPE DE L'ISÈRE

Lise LOYTIER, Louise STEIL,
Kerla EKOTO-NDONGO, Emma LIOTARD,
Jamil ALI, Anaïs HILAIRE.



ÉQUIPE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Oriane LACHEREF, Eva MALBEUF,
Charlotte GELAS, Léna CRETTE.



ÉQUIPE DE MAYOTTE

Sahyou DARMINE, Anissa ABDALLAH HALIDI,
Mariyane MCHINDRA et Abdallah ABOU.



ÉQUIPE DE LA COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE

Oriane LEGENDRE, Emma PERRIN,
Victor LAFOSSE, Élisée ALLIGONOU,
Léa DELACOURT et Alicia TROTIN.



ÉQUIPE DE LA SEINE-MARITIME

Élise BUTIN, Angarag DASH, Anaïs CULLERON,
Morgane TARUFFI.



ÉQUIPE DU GARD

Manon QUELEN et Claire ANCELIN.



ÉQUIPE DE LA CÔTE D'OR

Nadjma ASSOUMANI, Naomy NGUYEN HUU CHIEU et Léna PHILIBERT.



ÉQUIPE DE LA RÉUNION

Aurélien DALLEAU, Anaïs ALEX, Afia PICOT, Feda MALIDE, Julie ZARAGOZA, Marius GOURMELIN, Ionny TAPSAL, Bétina ANAMALÉ



ÉQUIPE D'ILE-DE-FRANCE

Chakée ADJEMIAN, Lenny BANANIER, Sophie BENETREAU, Fatma CUKADAR, Mari DA COSTA, Claudia D'URBANO, Kate FOUQUES DUPARC, Ju GAUDE, Juliette GUAYS, Clarisse LABBE, Caroline LEMBCKE, Damien LUDWIG, Loïc MENU, Lili MERCIER, Marine MONARD, Bertille NICOLAS, Aloïs PETRIS et Amina THIAM.



B. LA MISSION JADE, UNE EXPÉRIENCE FORMATRICE UNIQUE

1. L'APPORT POUR LE PROJET PROFESSIONNEL

La mission JADE est une aventure riche en apprentissage dont les volontaires ressortent grandis. Les compétences acquises au cours de leur mission, lors des temps de formation, du démarchage des établissements, de la planification et de la mise en œuvre de leurs interventions, sont autant d'atouts que les JADE pourront valoriser dans leurs parcours futurs. Année d'échanges et de partages, la mission JADE permet également aux volontaires de mûrir leur projet professionnel grâce à l'accompagnement dont ils bénéficient de la part des associations agréées, mais également et surtout au travers des échanges avec les autres volontaires, les délégués tuteurs ou encore lors des rencontres avec des professionnels ou des agents du Défenseur des droits. Cette année, l'organisation de l'atelier « à la découverte du Défenseur des droits » a permis aux JADE de la 16^{ème} promotion de rencontrer les agents de l'institution afin de les interroger sur leurs métiers, leurs parcours, leurs missions et les dossiers qu'ils sont appelés à traiter.

Si certains JADE profitent de la mission pour obtenir une première expérience professionnelle en vue de leurs futurs domaines d'activités, c'est avant tout dans l'expérimentation du travail en équipe que les volontaires acquièrent les compétences les plus précieuses. C'est une équipe de quatre à six JADE qui est recrutée sur chaque territoire, avec la volonté d'avoir des profils complémentaires pour enrichir la vie du groupe. Les binômes d'intervention sont par ailleurs constitués par l'équipe encadrante JADE, pour que l'expérience soit enrichissante pour les deux volontaires. La dimension collective, avec le travail en équipe, constitue un élément fondamental de la mission. Ce sont des rencontres, des dialogues, des expériences de terrain, à la fois individuelles mais surtout collectives dont les JADE se souviendront. L'aventure JADE est une expérience de groupe au service de la collectivité.

ILS EN PARLENT

L'APPORT DE LA MISSION JADE POUR UN VOLONTAIRE

**NAOMY NGUYEN HUU CHIEU,
JADE ENFANT**

« Lorsque j'ai commencé la mission JADE, je n'avais aucune confiance en moi. Impossible de parler à quelqu'un d'inconnu dans les yeux, ni de parler devant un public. Grâce à la mission ainsi qu'à ma binôme, Nadjma, ce temps est révolu. À l'heure actuelle, je suis totalement à l'aise à l'oral que cela soit devant une classe de 30 élèves ou que cela soit devant une personne inconnue. Et lorsque j'explique mon évolution, on me félicite parce qu'on dirait que j'ai toujours eu cette aisance. »



2. UNE MISSION RYTHMÉE PAR DES FORMATIONS DONT LA QUALITÉ EN FAIT UN OBJET UNIQUE DANS LE PANORAMA DES MISSIONS DU SERVICE CIVIQUE

Les 155 heures de formation dispensées durant les 9 mois de mission des volontaires sont l'un des atouts majeurs du programme JADE, qui le distingue de la plupart des autres missions de service civique que ce soit par le volume horaire ou la qualité. Les JADE bénéficient de temps conséquents de formation, mis en place deux fois dans l'année par le Défenseur des droits et complétées par des formations assurées localement par les partenaires locaux, sans compter les formations civiques et citoyennes obligatoires organisées par l'association agréée (formation aux valeurs de la République et à la laïcité, PSC1).



155 HEURES
DE FORMATION SONT DISPENSÉES AUX JADE
PAR LE DÉFENSEUR DES DROITS.

a. La formation initiale

La formation initiale s'est déroulée du 18 octobre au 5 novembre 2021, à Paris, en présence des JADE Enfant et Égalité de tous les territoires métropolitains ; les JADE ultramarins étant formés localement avec l'appui des cheffes et des chefs de pôle régionaux et de l'équipe JADE à Paris. L'objectif de cette formation est de donner à chaque volontaire les connaissances et le savoir-faire indispensables à l'exercice de sa mission, tout en créant un esprit de promotion et d'appartenance à l'institution.

Différents modules animés par les agents du pôle « Action territoriale, formation, accès des jeunes aux droits » du Défenseur des droits ont tout d'abord permis aux JADE de découvrir le rôle, le fonctionnement et les missions du Défenseur des droits, institution qu'ils sont appelés à représenter durant leur mission. La rencontre organisée avec la Défenseure des droits, Claire HÉDON, a été l'occasion pour les JADE d'identifier les grands enjeux de l'institution et d'échanger librement avec elle, pour mieux comprendre son rôle, son parcours et son travail au quotidien. Des études de cas pratiques autour de situations réelles ont par ailleurs été organisées avec les juristes du pôle « Recevabilité », afin d'être en mesure d'appréhender au mieux les contours des différentes compétences institutionnelles.

Une partie importante de la formation a ensuite été consacrée au contenu juridique, sur les thématiques d'intervention respectives des JADE (droits de l'enfant ou droit à l'égalité et lutte contre les discriminations), avec des temps animés par des juristes de l'institution. Ces modules théoriques ont été accompagnés de différents temps de rencontre avec des professionnels de la protection de l'enfance (juge des enfants, psychologue, services de l'Éducation nationale, professionnels de l'ASE, le 119, e-Enfance, le 3020) non seulement dans le but de doter les JADE des outils et des connaissances nécessaires à leur mission, mais également de mieux appréhender les mécanismes existants dédiés à la protection de l'enfance.

Un dernier temps d'une semaine a enfin été consacré à la formation aux techniques d'animation, à la prise de parole en public, à la gestion de groupe, à l'appropriation du catalogue d'animations et à la découverte d'Éducadroit.

Pour mémoire, le programme d'éducation des enfants et des jeunes au(x) droit(s), dit Éducadroit, est un autre dispositif créé par le Défenseur des droits avec pour objectif de sensibiliser les enfants et les jeunes au droit et à leurs droits. Ce projet vise à favoriser l'apprentissage de la contradiction et de l'analyse critique dans le respect des principes démocratiques.

Pour mettre à profit ces compétences théoriques, les JADE ont ensuite effectué un stage pratique de deux jours, en immersion, dans des accueils de loisirs de la région parisienne afin de se familiariser avec le public enfant et de mener leurs premières séances de sensibilisation.

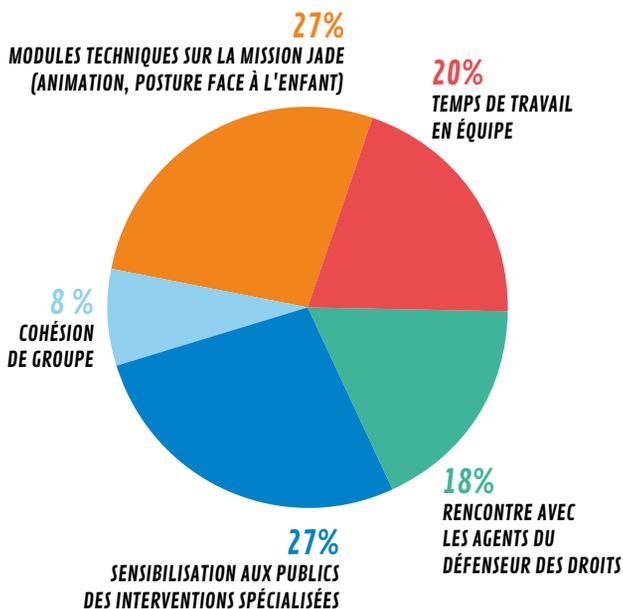
Preuve du succès de la formation, 100 % des JADE² déclarent avoir tout à fait compris leur rôle et leur mission pour les 8 prochains mois à l'issue de la formation initiale.



² Ces chiffres sont tirés des questionnaires d'évaluation mis en place par l'équipe JADE, afin de recueillir le ressenti des volontaires en fin de formation, d'en évaluer la pertinence et de l'ajuster afin d'améliorer sans cesse le programme.

b. La formation intermédiaire

CONTENU DE LA FORMATION INTERMÉDIAIRE



La formation intermédiaire des volontaires s'est tenue du 17 au 21 janvier 2022, exclusivement en visio-conférence, en raison du contexte sanitaire contraint et de l'impossibilité de faire venir certains JADE à Paris. Ce format a permis aux JADE ultramarins d'assister intégralement à la formation. Le Défenseur des droits a réussi à maintenir l'intégralité du programme de formation, en adaptant certains modules, en trouvant des solutions techniques innovantes et en comptant sur la bienveillance et le savoir-faire des intervenants.

Cette formation qui se déroule après une première expérience de terrain de trois mois a été l'occasion de revenir sur les difficultés rencontrées par les volontaires au début de leur mission, de consolider les connaissances et compétences acquises lors de la formation initiale et de procéder aux ajustements individuels, afin que la formation s'adapte aux besoins de chacun des jeunes. L'objectif était, comme pour chaque promotion, de préparer les JADE aux interventions dites « spécialisées », c'est-à-dire auprès de structures de la protection judiciaire de la jeunesse, de l'aide sociale à l'enfance, d'accueil des mineurs non accompagnés, de d'accompagnement des enfants en situation de handicap ou de soins pour

des enfants hospitalisés. Des temps de rencontres dédiés avec des professionnels travaillant dans ces différentes structures ont donc été organisés pour que les JADE comprennent la réalité du quotidien et du parcours des enfants et des jeunes qu'ils rencontreront. La formation s'est conclue par des temps de travail destinés à apprendre comment adapter le fond et la forme des animations à chaque public et à commencer à créer des supports d'animation en vue des futures interventions.

Durant cette semaine, les JADE ont également eu l'opportunité de rencontrer les adjoints de la Défenseure des droits, Éric DELEMAR, Défenseur des enfants, George PAU-LANGEVIN, adjointe à la lutte contre les discriminations et Pauline CABY, adjointe en charge de la déontologie des forces de sécurité afin non seulement de comprendre leur rôle, mais aussi de rendre compte de la réalité du terrain lors de leurs interventions dans les établissements scolaires. Ce temps d'échanges avec les adjoints de la Défenseure des droits a été l'occasion pour l'institution de rappeler son attachement au programme JADE.



ILS EN PARLENT

**CHLOÉ JIMENEZ,
JADE ÉGALITÉ**

" Pendant la formation, nous avons eu un atelier qui nous a permis d'approfondir notre connaissance de l'institution du Défenseur des droits. Ainsi nous avons pu échanger avec différents professionnels y travaillant. Nous avons donc parlé avec une juriste du pôle déontologie des forces de sécurité et du pôle défense des droits de l'enfant, la responsable des ressources humaines au Défenseur des droits et une professionnelle du service international qui travaille avec les institutions de défense des droits des autres pays. Nous avons aussi eu le plaisir de revoir la Défenseuse des droits, madame Claire Hédon et de pouvoir échanger avec elle. Nous avons aussi rencontré trois adjoints de la Défenseuse des droits, George Pau-Langevin, adjointe chargée de la lutte contre les discriminations et de la promotion de l'égalité, Éric Delemar, Défenseur des enfants, et Pauline Caby l'adjointe en charge du respect de la déontologie des professionnels de la sécurité. Tous ces échanges étaient très constructifs et nous ont permis de voir et de comprendre leur travail au quotidien et leur engagement dans l'institution. Nous avons pu leur faire part de nos retours lors de nos premières interventions et avoir des réponses pour nous aider dans nos futures interventions. "

**LISA ANTROPIUS,
JADE ÉGALITÉ**

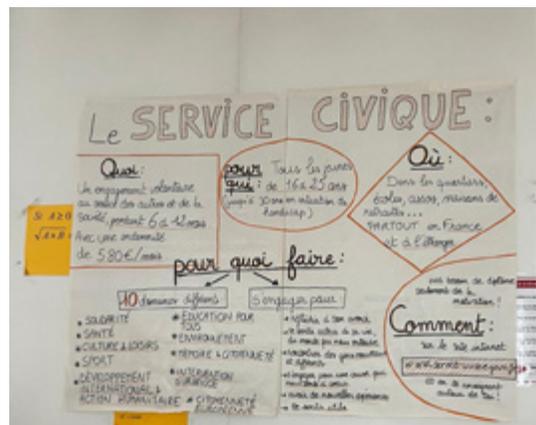
" Nous avons participé à une formation proposée par la région Occitanie sur l'égalité Femme/Homme par Margaux Dimauro de l'association CIDFF. La formatrice nous a présenté une intervention-type qu'elle réalise en milieu scolaire. Dans un premier temps nous avons abordé le sujet des stéréotypes et de l'égalité de genre, puis nous avons évoqué les violences sexistes et sexuelles. La formatrice nous a donné ses conseils et astuces pour parler de sujets sensibles avec des jeunes. Ensuite, elle nous a proposé d'amorcer la discussion avec une activité qui démontre que la sensibilité et le vécu de chacun l'amène à appréhender une situation

de manière unique et subjective, qui peut être discutée mais pas remise en question. Enfin, nous avons eu un point juridique sur les différents types de violences sexistes et sexuelles reconnues par le Code pénal, et les peines associées.

Cette formation a été particulièrement intéressante, tant pour nous en tant que personnes que pour nos interventions. Nous avons obtenu des connaissances, des clefs et des conseils pour aborder ces thèmes parfois sensibles auprès de jeunes. "

c. Les formations locales

En plus des formations organisées par les services du Défenseur des droits à Paris, les JADE ont bénéficié sur chaque territoire de compléments de formation menés par les partenaires locaux du programme. La liste de ces formations est fixée chaque année, mais peut-être enrichie localement par les propositions des partenaires lors des comités de pilotage. Ces temps de formation complémentaires s'appuient sur le réseau des acteurs locaux (les collectivités locales, les délégués-tuteurs, les chefs de pôle régionaux du Défenseur des droits, les directions académiques des services de l'Éducation nationale, les Maisons de confiance et de protection des familles de la Gendarmerie Nationale, la Brigade de la protection des mineurs de Paris, les associations) afin de permettre aux JADE de comprendre comment s'applique concrètement les dispositifs de protection de l'enfance et de lutte contre les discriminations sur leur territoire.



d. La formation des JADE Outre-Mer

La formation des JADE ultramarins répond aux mêmes objectifs que la formation en métropole. Elle s'en distingue, néanmoins, par l'absence de différenciation entre les JADE Enfant et les JADE Égalité. Les JADE ultramarins sont formés aux interventions sur les deux thématiques.

À la Réunion les 12 JADE ont été recrutés en partenariat avec les missions locales, et formés avec le soutien du rectorat et des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (CEMEA).

La formation s'est tenue sur deux semaines, en internat, au centre Jacques Tessier à la Saline-Les-Bains. Les jeunes volontaires y ont notamment été formés aux missions du Défenseur des droits, aux techniques d'interventions en classe et d'animations par Michel CHANE SAN, délégué et tuteur JADE.

La formation des 4 JADE de Mayotte s'est également déroulée en internat, sur quinze jours, à la Maison Ravoy à Kani-Kéli dans le sud de l'île. Elle a été animée par Didier LEFEVRE, Chef de pôle régional du Défenseur des droits et Aurore NEEL, déléguée animatrice à Mayotte et tutrice des JADE.

Sur les deux territoires, les JADE ont été appelés à rencontrer une représentante du rectorat qui leur a présenté le fonctionnement des établissements et au démarchage des établissements.

Pour la deuxième année consécutive, une équipe de JADE est en place en Guadeloupe grâce à un partenariat avec le rectorat. La formation initiale des JADE a mobilisé les services académiques du rectorat, de nombreux partenaires institutionnels (parquet, juge des enfants, Protection Judiciaire de la Jeunesse, délégué régional droit et égalité, Aide Sociale à l'Enfance...) et les équipes du Défenseur des droits.



3.

LE PROGRAMME JADE, UN DISPOSITIF PARTENARIAL

25
TERRITOIRES

14
ACADÉMIES

3
ASSOCIATIONS
AGRÉÉES
PARTENAIRES

A. UN CRÉATEUR ET UN PILOTE : LE DÉFENSEUR DES DROITS

1. DES AGENTS QUI ŒUVRENT DE MANIÈRE TRANSVERSALE À LA RÉUSSITE DU PROGRAMME JADE

Le programme JADE est l'un des deux programmes éducatifs portés par la direction de la promotion de l'égalité et de l'accès aux droits (DPEAD). Véritables ambassadeurs de l'institution auprès des jeunes, les JADE sont parfaitement identifiés par les agents du Défenseur des droits comme des acteurs de la promotion de l'accès aux droits.

Le programme JADE est piloté par une équipe de trois agents et un stagiaire, qui assurent le recrutement des volontaires, l'organisation des formations, les relations avec les partenaires extérieurs et les agents de l'institution, la validation des animations des JADE, l'accompagnement des volontaires et de leurs projets et événements liés à la mission.

Cette équipe conserve un lien continu avec les volontaires, facilité par les visio-conférences et par des déplacements réguliers pour les accompagner et les assister dans les problèmes rencontrés dans le cadre de leur mission.

De nombreux agents du Défenseur des droits sont mobilisés selon leur domaine d'expertise, qu'ils appartiennent à la direction de la promotion de l'égalité et de l'accès aux droits, à la direction de la presse et de la communication, à la direction du réseau et de l'accès aux droits ou à la direction protection des droits, affaires judiciaires ou publiques.

La Direction de l'administration générale est impliquée dans l'organisation et la logistique de l'accueil des JADE à Paris sur les temps de formation et de bilan.

2. LES DÉLÉGUÉS TUTEURS, UN SOUTIEN POUR LES JADE

Les délégués tuteurs, relais territoriaux de l'institution ont également joué un rôle important pour le bon fonctionnement du programme. Ils sont 28 cette année, dans les différents territoires, à avoir accompagné les JADE en apportant un soutien personnalisé, de proximité, qui est venu utilement compléter celui des tuteurs de service civique et de l'équipe du programme JADE. Leur mission de tutorat a impliqué une présence dès le stade de la première réunion préparatoire des JADE dans un établissement scolaire, avant de participer à l'observation d'un cycle complet d'interventions

(première et seconde intervention). Les délégués tuteurs ont conseillé les JADE et proposé des pistes d'amélioration pour leurs interventions à venir. Dès le début de leur mission, les JADE sont ainsi encadrés et conseillés sur les points d'amélioration s'agissant à la fois du contenu, mais également de la posture en classe ainsi qu'avec les professionnels lors des réunions préparatoires. Grâce à leur réseau local respectif et leur expertise, ils ont également proposé aux JADE des événements, des colloques, des visites, des formations tout au long de l'année. Les délégués tuteurs ont également donné l'opportunité aux JADE d'assister à une de leurs permanences, afin de mieux comprendre les missions d'un délégué du Défenseur des droits et de mieux appréhender leurs réalités de terrain.

3. LES CHEFS DE PÔLE RÉGIONAUX, UN APPUI SUR LES TERRITOIRES QUI S'EST RENFORCÉ

Créés en 2019, les cheffes et chefs de pôle régionaux sont venus renforcer l'action du Défenseur des droits, en appuyant les délégués

bénévoles de l'institution dans leurs missions et en promouvant les actions du Défenseur des droits au niveau local.

À la faveur d'une installation maintenant consolidée, les cheffes et chefs de pôle sont ainsi venus enrichir le programme par la mobilisation de leur réseau local d'acteurs. Ces derniers ont notamment contribué, en concertation avec l'équipe JADE, à l'organisation de rencontres et de formations pour les jeunes, en fonction des besoins identifiés et des envies des volontaires.

La présence des cheffes et chefs de pôle régionaux sur les territoires a participé à la consolidation du lien entre les JADE et l'institution, renforçant ainsi le sentiment d'appartenance des JADE au Défenseur des droits.

Enfin, les cheffes et chefs de pôle régionaux facilitent le développement du programme, en assurant sa promotion auprès des collectivités territoriales en organisant des rencontres avec les élus et les services techniques des régions, des départements et des métropoles.



Romain BLANCHARD, Chef de pôle de la région Occitanie et Marie BREYSSE, stagiaire du pôle régional Occitanie, animent une formation à la Préfecture de l'Hérault auprès des équipes JADE Égalité de Haute-Garonne et du Gard sur l'action du Défenseur des droits pour lutter contre les LGBTphobies.

ILS EN PARLENT

**ROMAIN BLANCHARD,
CHEF DU PÔLE RÉGIONAL OCCITANIE
DU DÉFENSEUR DES DROITS**

" Ayant été jeune ambassadeur de l'UNICEF lorsque j'étais lycéen, j'ai toujours été vivement intéressé par le programme JADE du Défenseur des droits et suis ravi qu'il ait été déployé en Occitanie à la rentrée 2020. En tant que chef de pôle régional, j'ai à cœur que les JADE se sentent pleinement intégrés au sein de l'institution et à la vie du réseau territorial. Pour cela, je rencontre les JADE en début de mission pour leur présenter le fonctionnement du Défenseur des droits en région et veille à les associer, tout au long de l'année, aux réunions collégiales des délégués ainsi qu'aux évènements organisés par le pôle régional ou auxquels les agents du pôle ou les délégués participent. Ainsi, les JADE de la Haute-Garonne ont participé à l'organisation de la conférence-débat sur les discriminations dans l'emploi vécues les jeunes qui s'est tenue à Toulouse en janvier 2022.

Par ailleurs, soucieux que leur mission se déroule dans les meilleures conditions, je participe aux comités de pilotage ainsi qu'aux réunions trimestrielles organisées avec les délégués tuteurs et les coordinateurs du programme d'Unis-cité. Lorsque des besoins sont identifiés, j'apporte mon concours en lien avec les autres acteurs du programme. Au cours de l'année écoulée, j'ai par exemple essayé de faciliter le démarchage des établissements scolaires par les JADE du Gard en travaillant avec le Rectorat de Montpellier. J'ai également organisé une journée de formation sur la thématique LGBTI+ en associant différents acteurs locaux suite à une demande exprimée par les JADE lors d'un COPIL. En bref, j'essaie d'être un soutien complémentaire à l'appui apporté par les délégués tuteurs, la coordination nationale et Unis-cité.

Cette année encore, j'ai eu beaucoup de plaisir à accompagner les JADE d'Occitanie (Lisa, Agathe, Chloé, Schéhérazade, Claire, Lamia et Manon) que je remercie vivement pour leur engagement et leur motivation sans faille en dépit des contraintes rencontrées. "





référents en charge des JADE motivés et l'équipe de la DPEAD nous réussissons à sensibiliser des centaines de jeunes enfants à leurs droits et c'est déjà une belle et grande réussite.

L'implantation du réseau JADE en Guadeloupe revêt un caractère inédit car nous sommes partenaire d'une administration, le rectorat, en lieu et place d'une structure associative. Nous avons aussi innové dans l'approche pédagogique du programme dispensé aux jeunes en intégrant un écrivain, Matthieu GAMA, auteur du livre « le jour où les Antilles feront peuple », qui sensibilise aux droits des enfants en évoquant la complexité de l'identité caribéenne.

Nous souhaiterions étendre le programme à la Guyane et à la Martinique. "

B. DES ACTEURS QUI S'INVESTISSENT EN FAVEUR DU PROGRAMME JADE

1. UN INVESTISSEMENT DANS SA MISE EN OEUVRE

La mise en œuvre du programme JADE sur un territoire relève de la volonté d'une collectivité territoriale, convaincue par l'intérêt de soutenir le programme. Les directions enfance-famille, éducation ou encore jeunesse, solidarité et égalité sont généralement les services référents pour le suivi du programme JADE sur leur territoire. Elles peuvent mettre à disposition des jeunes des bureaux, des véhicules de fonction et du matériel informatique pour mener à bien leur mission.

Le soutien financier des collectivités territoriales se fait au profit des associations agréées qui accompagnent administrativement les volontaires JADE. Le rôle de ces associations est indispensable pour l'équipe du Défenseur des droits, qui s'appuie sur leur agrément pour recruter des volontaires en service civique.

La mission JADE est soutenue par l'Éducation nationale, les établissements scolaires,

demeurant les lieux privilégiés des interventions des JADE. Ce partenariat facilite le démarchage par les volontaires et l'entrée des JADE au sein des établissements.

Les conseils régionaux, départementaux et métropoles qui soutiennent le programme JADE Égalité, partagent le constat de la nécessité d'informer les jeunes sur les risques de discrimination et favorisent ainsi les interventions des JADE dans les lycées, les centres de formations d'apprentis mais aussi au sein des missions locales ou encore des écoles de la 2^{ème} Chance.

Les conseils départementaux quant à eux, par leurs compétences, sont des partenaires pour la mission JADE Enfant. Cette collaboration facilite les interventions dans les collèges et établissements de l'Aide sociale à l'enfance.

Enfin, les services enfance et jeunesse de certaines communes reçoivent les JADE pour des interventions en accueil de loisirs pendant les vacances scolaires et les mercredis après-midis. Ces interventions font l'objet d'un conventionnement avec les mairies concernées.

Des comités de pilotage par territoire ont été organisés cette année, afin de réunir tous les partenaires du programme JADE, tous les trois mois. Le premier, organisé au mois de septembre sans les JADE, a permis d'identifier les objectifs de l'année et de programmer l'action de la future équipe JADE sur le territoire. Les collectivités territoriales et l'Éducation nationale ont ainsi pu indiquer leurs orientations quant aux établissements à privilégier dans le démarchage. La tenue de ces comités a permis de prendre des décisions collectives et concertées, et de mettre en lumière l'investissement de chaque acteur dans le cadre du programme JADE.

Les JADE ont pris une part active aux 2^{ème} et 3^{ème} comités, qui se sont tenus respectivement à mi-parcours et en fin de mission. Ils y ont présenté leurs activités, et mis en avant les problématiques et difficultés rencontrées, afin que tous les acteurs impliqués dans le programme puissent collectivement y apporter des solutions. Ces instances sont des temps de valorisation pour les JADE, mais également un exercice de prise de parole face à un public de professionnels auquel ils sont rarement confrontés.



Mélissa PERRAS, Jade DJEKIRIF, Emma CERCIAT, Lilé-Gad TOMEI, Wassim BAYOUB, Diana KHAN, Aodren COMBOT et Lucile DUCROZ, équipes JADE Enfant de la Métropole de Lyon et du Département Rhône lors du 2^{ème} COPIL à l'hôtel du Département, dans la salle Laurent BONNEVAY.

ILS EN PARLENT

**M. EMMANUEL LEVRINO,
COORDINATEUR DES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE
POUR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE CÔTE D'OR**

“ Les COPIL (comités de pilotage territoriaux) constituent un des temps forts du pilotage du programme JADE. Ils permettent de réunir l'ensemble des partenaires (Département de Côte d'Or, équipe JADE du Défenseur des droits, associations agréées service civique, Éducation Nationale), et de s'accorder sur les priorités, notamment sur les structures que les JADE devront démarcher lors des mois suivants. Ces temps d'échange sont fondamentaux pour le bon fonctionnement du service civique JADE. Ils permettent aux volontaires JADE de rendre compte de leur activité, d'exposer leurs travaux et de partager leurs expériences avec les partenaires.

Lors du dernier COPIL, le bilan est dressé et les attentes des partenaires sont discutées. Cette dernière rencontre permet l'adaptation du dispositif pour la prochaine campagne.

Parce-que le droit des enfants est une préoccupation majeure du Département et qu'il traverse les politiques sociales en faveur de l'enfant et de sa famille, le Conseil Départemental de Côte d'Or finance le programme JADE ; le Département a, par ailleurs, la charge des collèges publics et les collégiens représentent le coeur de cible des politiques éducatives. ”





ZOOM SUR

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE, UN PARTENAIRE ENGAGÉ AUPRÈS DES JADE

Les JADE sont amenés à intervenir, notamment durant la seconde partie de l'année dans les structures de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) pour des interventions dites « spécialisées ».

Une dizaine de structures PJJ (établissement de placement éducatif, unité éducative en hébergement collectif, unité éducative en hébergement diversifié, centre éducatif fermé, établissement pénitentiaire pour mineurs, quartiers mineurs) accueillent les JADE chaque année. Les interventions se font sur quelques jours ; différentes interventions peuvent ainsi être programmées sur l'ensemble du territoire pour une année. En 2022, les JADE ont fait une vingtaine d'interventions dans ces différentes structures.

En 2021, la direction régionale Île-de-France et Outre-Mer, par l'intermédiaire de la référente citoyenneté, a sollicité l'organisation d'interventions de JADE sur des ateliers citoyenneté dans le cadre de la justice de proximité. Ce partenariat fait l'objet d'un conventionnement tripartite entre la DIRPJJ Île-de-France-Outre-mer, le Défenseur des droits et l'association Concordia. Fort de ce partenariat, d'autres interventions JADE ont pu s'organiser avec d'autres directions régionales (Bas-Rhin, Côte d'Or, Rhône, Isère, Gard, Haute-Garonne, Grand-Ouest).

Pour mener à bien leur mission, il est important que les JADE comprennent le rôle de la PJJ. Ils ont donc la chance de bénéficier chaque année dans le cadre de leur formation d'une rencontre avec des agents de la PJJ qui présentent les différentes structures et dispositifs de milieu ouvert et de milieu fermé et expliquent le rôle des éducateurs de la PJJ dans ces structures. C'est aussi l'occasion pour les JADE de bénéficier des conseils des professionnels sur l'attitude et les comportements à avoir lors d'interventions auprès des mineurs pris en charge par la PJJ.

Convaincu par le programme JADE, au-delà de la formation et des interventions, le partenariat avec les PJJ s'inscrit désormais dans une démarche de développement territorial du dispositif, notamment dans les Outre-mer où l'institution travaille avec les directions territoriales de la PJJ pour la mise en place de trois équipes JADE en Guadeloupe, en Guyane et en Martinique d'ici 2023.



2. UN INVESTISSEMENT DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES VOLONTAIRES

Au sein des structures agréées « service civique », les JADE sont intégrés à une promotion de volontaires en services civiques, qui sont mobilisés sur d'autres missions d'intérêt général. Les associations agréées et leur coordinateurs et coordinatrices d'équipe et de projet (CEP) sont chargés d'assurer le suivi administratif des jeunes ambassadeurs et ambassadrices tout au long de leur mission. Présents au quotidien auprès des volontaires, ils assurent le suivi du travail en équipe et accompagnent individuellement chaque volontaire dans son projet d'avenir. Les CEP échangent régulièrement avec l'équipe JADE du Défenseur des droits pour se tenir mutuellement informés de la dynamique d'équipe et du suivi de la mission sur le terrain. Cette collaboration, reposant sur la transmission d'informations et la confiance, participe à la qualité de la mission JADE et de leur accompagnement.

3. UNE IMPLICATION DANS LA FORMATION

L'équipe JADE demande aux collectivités territoriales d'assurer une présentation de leurs dispositifs tels que le fonctionnement général des conseils départementaux et conseils régionaux. Chaque équipe JADE Enfant rencontre le service de l'aide sociale à l'enfance de son département. L'objectif de cette formation est de comprendre précisément comment les enfants et les jeunes sous protection de l'enfance dont les mineurs non accompagnés sont pris en charge sur le département. Elle permet également, le cas échéant, de connaître le service qui accueille et soutient le programme JADE. Par ailleurs, les JADE Égalité voient leur formation initiale complétée par des rencontres et présentations organisées par les conseils régionaux ou les métropoles, pour approfondir certains critères de discrimination.

L'Éducation nationale participe également à la formation locale des JADE, en animant des modules de présentation des dispositifs spécifiques d'accueil des élèves (SEGPA, ULIS et UPE2A) ou au travers de la présentation de la procédure académique de lutte contre le harcèlement scolaire.



Réunion hebdomadaire de l'équipe JADE avec Sarah BELLOTTO, coordinatrice d'équipe et de projet (CEP) de l'antenne Unis-Cité de Haute-Garonne.

ANNEXES

LES PARTENAIRES DU PROGRAMME 2021-2022

Le programme JADE est un programme national du Défenseur des droits dont la réussite et l'efficacité reposent sur un important réseau de partenaires. Les annexes suivantes présentent les partenaires du programme JADE et le détail des interventions des JADE dans leurs territoires respectifs de mission.

SERVICES DE L'ÉTAT



SERVICES DE L'ÉDUCATION NATIONALE



- | | |
|-----------------------------|----------------------------|
| Académie CRÉTEIL | Académie GRENOBLE |
| Académie LYON | Académie DIJON |
| Académie PARIS | Académie TOULOUSE |
| Académie NORAMNDIE | Académie NANTES |
| Académie MONTPELLIER | Académie GUADELOUPE |
| Académie STRASBOURG | Académie MAYOTTE |
| Académie VERSAILLES | Académie LA RÉUNION |

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES PARTENAIRES



ASSOCIATIONS PARTENAIRES



LES FORMATEURS DES JADE

LES FORMATEURS INTERNES ET EXTERNES À L'INSTITUTION POUR LA FORMATION INITIALE

DIRECTIONS ET AGENTS IMPLIQUÉS DANS LA FORMATION INITIALE JADE

Présentation de l'institution et de la Direction de la Promotion de l'égalité et de l'accès aux droits

Vincent LEWANDOWSKI, chef de pôle Action territoriale, formation, accès des jeunes aux droits

Introduction aux notions de droits :

Éducadroit - Le droit c'est quoi ? Qui crée le droit

Ken OKADA, coordinateur du programme JADE

Nina SCHMIDT, chargée d'éducation des jeunes aux droits

Alice BOUCHOT, stagiaire du programme JADE

Émeline ROUSSEL, stagiaire du programme Éducadroit

Jeu sur les 12 droits de l'enfant

Thomas BOUVARD et Ken OKADA, coordinateurs du programme JADE

Jeu de l'Égalité

Anaïs AÏDARA, coordinatrice du programme JADE, Nina SCHMIDT, chargée d'éducation des jeunes aux droits

Découverte du pôle défense des droits de l'enfant

Marie CHAUMARD, juriste au pôle défense des droits de l'enfant

Véronique MAHL, chargée de mission au pôle défense des droits de l'enfant

Barthélémy PAVY et Adèle ROUX, stagiaires au pôle défense des droits de l'enfant

Recevabilité, orientation et accès aux droits au Défenseur des droits

Guillaume FICHET, Emilie JUSTEAU, Marie DUPUY, David HAGBERG, Aymeric AZZOUZ-PRIGENT, Alba AUGIER, Marie GUILLO, Victoire GUICHOUX, Lisa MOREL et Alice LEVEILLE

Comment présenter et expliquer le Défenseur des droits aux enfants

Nina SCHMIDT, chargée d'éducation des jeunes aux droits

Contexte de la CIDE : ONU - Droits de l'Homme - Histoire des droits de l'enfant - Comité des droits de l'enfant

Les 4 principes généraux de la CIDE

Ken OKADA, coordinateur du programme JADE

Sara LEHBERGER, chargée de mission droit de l'enfant

Les droits fondamentaux de la CIDE

Ken OKADA, coordinateur du programme JADE

Sara LEHBERGER, chargée de mission droit de l'enfant

Thomas BOUVARD, coordinateur du programme JADE,

Maiwenn YZABEL, juriste pôle défense des droits de l'enfant

Alice BOUCHOT, stagiaire du programme JADE

Émeline ROUSSEL, stagiaire du programme Éducadroit

Présentation des outils sur les droits de l'enfant - Éducadroit Moins de 18 ans quels droits ?

Nina SCHMIDT, chargée d'éducation des jeunes aux droits

Les mécanismes de construction des discriminations

La discrimination en droit

Gaëlle TAINMONT, cheffe du pôle droits fondamentaux des étrangers

Anaïs AÏDARA, coordinatrice du programme JADE

Des inégalités aux discriminations dans la société française

Julie VOLDOIRE, chargée de mission Formation, direction Promotion de l'égalité et accès aux droits

Inégalités et discrimination de genre

Clémence ARMAND, chargée de mission, direction Promotion et l'égalité et accès aux droits

Comment faire valoir son droit ? Modalités de traitement des réclamations par le Défenseur des droits

Vincent DE CHASTELLIER, juriste du pôle Emploi, biens et services privés

Déontologie des forces de sécurité

Jessica GARNIER, juriste du pôle Déontologie

Discrimination raciale et notions connexes : une approche systémique (racisme et laïcité)

Nina SCHMIDT, chargée d'éducation des jeunes aux droits

Emilie BOURGEAT, chargée de mission Discrimination Origine

Présentation des outils sur l'Égalité - Educadroit, Tous égaux ? Un monde numérique, quels droits?

Nina SCHMIDT, chargée d'éducation des jeunes aux droits

Introduction à l'animation dans le contexte JADE

Anaïs AÏDARA, Thomas BOUVARD, Ken OKADA, coordinateurs du programme JADE, Alice BOUCHOT, stagiaire du programme JADE

Découverte du catalogue d'animations JADE

Thomas BOUVARD, coordinateur du programme JADE

Préparation des animations pour les accueils de loisirs

Thomas BOUVARD et Ken OKADA, coordinateurs du programme JADE

Cheminement émotionnel de l'enfant/ l'adolescent et réagir aux confidences

Thomas BOUVARD, coordinateur du programme JADE

La procédure des paroles inquiétantes des JADE Point sur le secret professionnel / le secret partagé

Ken OKADA, coordinateur JADE

Véronique MAHL, juriste du pôle défense des droits de l'enfant

Atelier prise de parole en public / animer un groupe

Stéphanie CARRERE, conseillère aux affaires européennes et internationales, cabinet de la Défenseure des droits

Gestion de l'agenda email et apprendre à démarcher des établissements

Anaïs AÏDARA, Ken OKADA, coordinateurs du programme JADE

Alice BOUCHOT, stagiaire du programme JADE

PARTENAIRES EXTÉRIEURS SOLLICITÉS POUR LA FORMATION

Comment recueillir une confiance d'un enfant pour les JADE

Brigitte COURRÉE, ancienne Déléguée du Défenseur des droits de Vienne, Professeur de philosophie, Éducatrice...

Développement psycho-social de l'enfant et de l'adolescent

Céline AMEGAH, cheffe de service au Service d'Investigation, d'Orientation et d'Action Educative en milieu ouvert de l'association AVVEJ

Le harcèlement en milieu scolaire

Sébastien TAVERGNE, proviseur Vie Scolaire DSDEN78

Présentation du 119, Allo Enfance en danger

Nora DARANI, responsable communication SNATED-119

Houria BELMESSAOUD, coordonnatrice SNATED-119

Association e-Enfance et les dangers d'internet

Mathilde CAMARA, association E-enfance

Attitude à adopter, positionnement auprès des élèves

Anciane VITOUX, formatrice pour Le Choix de l'école

Sébastien GURUNG, ancien JADE et chargé de mission pour Le choix de l'école

La justice des mineurs

Édouard DURAND, juge des enfants au TGI de Bobigny et co-président de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants

Présentation du fonctionnement de l'ASE - CRIP

Marie Annick HUONIC, conseillère Technique - Projet Service Aide Sociale à l'Enfance

Ethique et Citoyenneté

Véronique HUET, directrice des ateliers de réflexion Ethiques jeunes

DÉLÉGUÉS SOLLICITÉS POUR LA FORMATION INITIALE

Houcine ARAB, Gérard BRION, Robert BLANC, Ali FATIH, Marie-Lee LUREL

ANCIENS JADE SOLLICITÉS POUR LA FORMATION INITIALE

JADE Égalité

Coraline BENOIT, Leïla LOPEZ, Dimitri MARSAC, Nabilata MOHAMED, Océane CANO, Marie PELE et Lola LAMAZERE

JADE Enfant

Zoé BAUDONNE, Tanya CASSAM, Titouan BERTHAUX

LES FORMATEURS INTERNES ET EXTERNES À L'INSTITUTION POUR LA FORMATION INTERMÉDIAIRE

DIRECTIONS ET AGENTS RENCONTRÉS DANS LE CADRE DE L'ATELIER DÉCOUVERTE DU DÉFENSEUR DES DROITS

Service de l'administration générale

Christelle DERIEN

Stéphane GOBRECHT

Protection des droits, affaires publiques

Ratiba ABOUFARES

Yan COZ

Jean-Philippe CRONTIRAS

Protection des droits, affaires judiciaires

Es AURY

Stéphanie RENSON

Ulrike KLOPPSTECH

Anne LE-BEC

Véronique MAHL

Promotion de l'égalité et accès aux droits

Clémence ARMAND

Emilie BOURGEAT

Valérie FONTAINE

Gaëtan GOLDBERG

Service communication

Marion GUERIN

Protection des droits affaires publiques

Sylvie RAMONDOU

Secrétariat général

Stéphanie CARRERE

CNIL

Rodolphe GENISSEL

Carina CHATAIN MARCEL

PARTENAIRES EXTÉRIEURS SOLLICITÉS POUR LA FORMATION INTERMÉDIAIRE

Présentation de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et de l'Aide Sociale à l'Enfance

Sidonie MARTIN, éducatrice PJJ et ancienne JADE

Anne-Laure MINERY, directrice adjointe des missions éducatives PJJ

Didier TALLET, responsable d'Unité, EPEI / UEAJ de Villiers-le-Bel

Agathe VRIGNAUD, chargée de mission éducatives PJJ

Introduction à la thématique des mineurs non accompagnés

Marie-Lee-LUREL, doctorante, déléguée et ancienne JADE

Présentation de la thématique Handicap

Michel TESSIER, délégué et ancien directeur Institut National des Jeunes Aveugles

Justin MALLERET, éducateur spécialisé et ancien JADE

Santé mentale des jeunes et pédopsychiatrie

Romane DELALEU, psychologue clinicienne de l'académie de Créteil, équipes mobiles de sécurité de l'éducation nationale et ancienne JADE

Paul JACQUIN, pédiatre, médecin coordinateur de la Maison des ados Robert Debré, Paris 19^{ème}

Numérique et réseaux sociaux

Carina CHATAIN, responsable de l'éducation au numérique à la CNIL

Daniel JASMIN, protecteur d'enfants et de monstres pour l'École des réseaux sociaux.

La Défenseure des droits rencontre l'ensemble de la promotion JADE lors du premier jour de formation et revoit les JADE lors de la formation intermédiaire et à l'occasion du bilan de fin d'année.

Monsieur Éric DELEMAR, Défenseur des enfant, Madame George PAU-LANGEVIN, adjointe en charge de la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité et Madame Pauline CABY, adjointe en charge du respect de la déontologie par les professionnels de la sécurité rencontrent les JADE lors des temps de formations à Paris et à l'occasion de certains de leurs déplacements sur le terrain.

Les formateurs internes et externes à l'institution qui assurent la formation locale des JADE sont cités sur les fiches départements ci-après.

21 – CÔTE-D'OR



2 317

**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

**LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
79 CLASSES VISITÉES**

COLLÈGE	VILLE
GEORGES BRASSENS	BRAZEY-EN-PLAINE
GASTON BACHELARD	DIJON
CARNOT	DIJON
JEAN-FRANCOIS CHAMPOLLION	DIJON
MONTCHAPET	DIJON
GASTON ROUPNEL	DIJON
LES HAUTES PAILLES	ECHENON
HENRI BERGER	FONTAINE FRANCAISE
FRANCOIS DE LA GRANGE	LIERNAIS
ROLAND DORGELES	LONGVIC
LOUIS PASTEUR	MONTBARD
FELIX TISSERAND	NUIT ST GEORGES
FRANCOIS POMPOM	SAULIEU
CHAMP LUMIERE	SELONGEY
JACQUES MERCUSOT	SOMBERNON
BORIS VIAN	TALANT
ALESIA	VENAREY-LES-LAUMES
DOCTEUR KUHN	VITTEAUX
158 INTERVENTIONS	14 VILLES
2 133 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

**LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
45 JEUNES SENSIBILISÉS**

STRUCTURE	VILLE
CENTRE ÉDUCATIF FERMÉ PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	CHÂTILLON-SUR-SEINE
INSTITUT MEDICAUX ÉDUCATIF PEP 21 CBCF	DIJON
UNITE ÉDUCATIVE ACCUEIL DE JOUR PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	DIJON
UNITE ÉDUCATIVE MILIEU OUVERT PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	DIJON
4 STRUCTURES	2 VILLES

**LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS
104 ENFANTS SENSIBILISÉS**

STRUCTURE	VILLE
ACM ANJOU BUFFON CHAMPS PERDRIX	DIJON
ACCUEIL PERISCOLAIRE MANSART	DIJON
2 STRUCTURES	1 VILLE

**LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
35 JEUNES SENSIBILISÉS**

ÉVÈNEMENT	VILLE
FORMATION DE VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE CHEZ UNIS CITÉ (PROGRAMME CINÉMA & CITOYENNETÉ)	DIJON
FORMATION DE VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE CHEZ UNIS CITÉ (PROGRAMME VITAMINES)	DIJON
2 ÉVÈNEMENTS	1 VILLE

PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Brigitte CAMP, déléguée du Défenseur des droits en Côte-d'Or

M^{me} Eva ORDINAIRE, cheffe de pôle régional Bourgogne Franche-Comté

Département Côte-d'Or

M^{me} Delphine ALZAC-JACHET, cheffe du Service Jeunesse, Sports et Vie Associative

M. Emmanuel LEVRINO, coordinateur des volontaires en service civique - Direction Enfance, Famille, Jeunesse

Association Unis-Cité :

M^{me} Marie-Laure BOUCHARD, directrice régionale Bourgogne-Franche-Comté

M^{me} Alizée GENNE, responsable de l'antenne Unis-Cité Dijon et Belfort

M^{me} Maurane OUDIN, coordinatrice d'équipe et de projet Unis-Cité

Éducation nationale

M^{me} Elisabeth DE LA BROSSE, infirmière conseillère technique, DSDEN Côte-d'Or

M^{me} Lise RODRIGUES, conseillère technique et responsable service social des assistantes sociales scolaires, DSDEN Côte-d'Or

Formations locales

M^{me} Marie-Pierre DESBOUIS, professeur des écoles en classe ULIS, collège Gaston Roupnel de Dijon;

M^{me} Patricia GEOFFROY, responsable unité de travail de la Cellule de l'Enfance en Danger et Urgences du Conseil départemental de la Côte d'Or

M. Christophe GOMES, responsable des politiques institutionnelles, Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse de Côte d'Or - Saône-et-Loire

Mme Dounia PIEGAY, formatrice à l'IRSTESS de Dijon.



30 – GARD



**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES 50 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
JEAN BAPTISTE DUMAS	ALES
GENEVIEVE DE GAULLE	MILHAUD
INSTITUTION SAINT-STANISLAS	NÎMES
GASTON DARBOUX	NÎMES
FRÉDÉRIC MISTRAL	NÎMES
PHILIPPE LAMOUR	NÎMES
JACQUES PREVERT	SAINT CHRISTOL LES ALES
100 INTERVENTIONS	5 VILLES
1 400 LYCÉENS SENSIBILISÉS	



LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 30 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
ASSOCIATION VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS DANS LE QUARTIER DES CEVENNES	NÎMES
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES INTERVENTIONS EN MISSION LOCALE 30 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
MAISON DES ADOLESCENTS	NÎMES
1 STRUCTURE	1 VILLE



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Houcine ARAB, délégué du Défenseur des droits

M. Romain BLANCHARD, chef de pôle régional Occitanie

M^{me} Anne CHAPELIERE, déléguée du Défenseur des droits

M. David ROHI, chargée de mission, pôle régional Occitanie

Région Occitanie

M^{me} Christelle BESSONIES, responsable de service égalité, citoyenneté, santé, direction des solidarités et de l'égalité

M^{me} Bernadette CIBIN, chargée de mission handicap et lutte contre les discriminations

M^{me} Marie PIQUE, vice-présidente de la région

M^{me} Christine VERGNES, directrice Déléguée des Solidarités et de l'Egalité à la Région Occitanie

Association Unis-Cité

M. Damien CORDIER, coordinateur Unis Cité à Nîmes

M. Éric DE MONVAL, directeur de la Région Occitanie

M^{me} Esther MULONGO, responsable de l'antenne du Gard

Éducation nationale

M. Thierry MESLET, chef de la division vie éducative des élèves, des écoles et des établissements

M^{me} Laurence RICHE DORLENCOURT, conseillère technique, division vie éducative des élèves, des écoles et des établissements au rectorat de Montpellier

M^{me} Caroline ROULLIER, déléguée académique à la vie lycéenne et collégienne

Formation locale

M^{me} Marie BREYSSE, stagiaire au Réseau et accès aux droits du Défenseur des droits en Occitanie

M^{me} Caroline ROULLIER, déléguée académique à la vie lycéenne et collégienne

M^{me} Margaux DIMAURO, association Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

M^{me} Laurence RICHE DORLENCOURT, conseillère technique, division vie éducative des élèves, des écoles et des établissements au rectorat de Montpellier

M. Ali MHAIS, délégué départemental de l'Hérault Association Le Refuge

M. Johann PASCOT, référent territorial Institut de Formation et de Promotion des Adultes de SOS homophobie.



31 – HAUTE-GARONNE



1 385

**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES 41 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
AUZEVILLE	AUZEVILLE-TOLOSANE
EUGENE MONTEL	COLOMIERS
MFR DONNEVILLE	DONNEVILLE
JEAN LURCAT	SAINT-CERE
L'OUSTAL	MONTASTRUC LA-CONSEILLERE
OLYMPE DE GOUGE	MONTECH
JOSEPH GALLIENI	TOULOUSE
MARCELIN BERTHELOT	TOULOUSE
AIRBUS	TOULOUSE
REVEL	TOULOUSE
CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS SPÉCIALISÉS	TOULOUSE
SAINT JOSEPH LASSALE	TOULOUSE
SAINTE MARIE DES CHAMPS	TOULOUSE
82 INTERVENTIONS	7 VILLES
1 273 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN MISSION LOCALE : 18 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
MISSION LOCALE	BLAGNAC
MISSION LOCALE	TOULOUSE
2 STRUCTURES	2 VILLES

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 10 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	TOULOUSE
ÉTABLISSEMENT DE PLACEMENT ÉDUCATIF	TOULOUSE
2 STRUCTURES	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC 84 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
CENTRE REGIONAL INFORMATION JEUNESSE	TOULOUSE
6 INTERVENTIONS AUPRÈS DES AUTRES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE D'UNIS-CITE	TOULOUSE
7 INTERVENTIONS	1 VILLE



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Romain BLANCHARD, chef de pôle régional Occitanie

M^{me} Colette GAYRAUD, déléguée du Défenseur des droits Haute-Garonne

M. Claude LAURENS, délégué du Défenseur des droits de la Haute Garonne

M. David ROHI, chargée de mission, pôle régional Occitanie

Région Occitanie

M^{me} Christelle BESSONIES, responsable de service égalité, citoyenneté, santé, direction des solidarités et de l'égalité

M^{me} Bernadette CIBIN, chargée de mission handicap et lutte contre les discriminations

M^{me} Marie PIQUE, vice-présidente de la région Occitanie

M^{me} Christine VERGNES, directrice Déléguée des Solidarités et de l'Egalité à la Région Occitanie

Association Unis-Cité

M^{me} Sarah BELLOTTO, coordinatrice d'équipes et de projets, antenne de la Haute Garonne

M. Éric De MONVAL, directeur de la Région Occitanie

M^{me} Hélène SEGUOLA, responsable d'antenne Unis Cité Haute-Garonne

Éducation nationale

M. Pascal CABARET, délégué académique à la vie lycéenne et collégienne

M. Cédric MARTY, Inspecteur académie pédagogique régional

Formation locale :

M^{me} Marie BREYSSE, stagiaire au Réseau et accès aux droits du Défenseur des droits en Occitanie

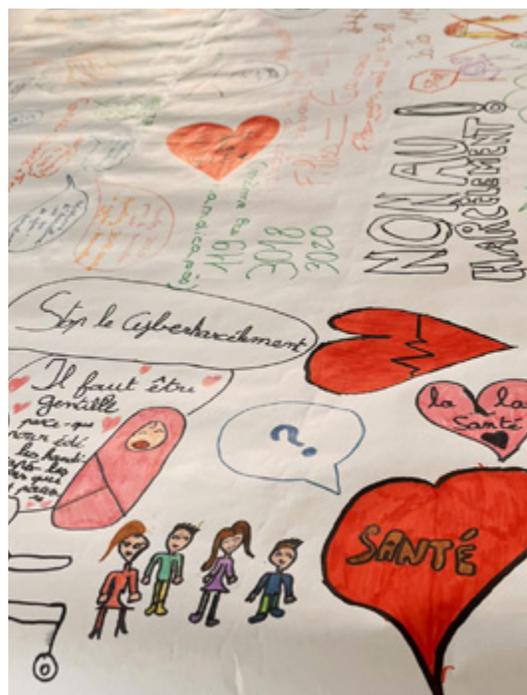
M. Pascal CABARET, délégué académique à la vie lycéenne et collégienne

M^{me} Céline CALMELS, enseignante spécialisée. Professeur Ressource ASH Toulouse

M^{me} Margaux DIMAURO, association Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

M. Ali MHAIS, délégué départemental de l'Hérault Association Le Refuge

M. Johann PASCOT, référent territorial Institut de Formation et de Promotion des Adultes de SOS homophobie



38 – MÉTROPOLE DE GRENOBLE



592

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 5 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
CHAMPOLLION	GRENOBLE
10 INTERVENTIONS	1 VILLE
135 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES 10 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
ANDRE ARGOGUES	GRENOBLE
GEORGES GUYNEMER	GRENOBLE
IMT	GRENOBLE
EMMANUEL MOUNIER	GRENOBLE
LESDIGUIERES	GRENOBLE
E2C	GRENOBLE
E2C	VOIRON
20 INTERVENTIONS	2 VILLES
217 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN MISSION LOCALE 70 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
MISSION LOCALE GRESIVAUDAN	CROLLES
MISSION LOCALE	GRENOBLE
MISSION LOCALE SUD ISERE	PONT DE CLAIX
GARANTIE JEUNE ISERE DRAC VERCORS	VERCORS
4 STRUCTURES	4 VILLES

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 35 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE SPÉCIALISÉE	VILLE
CODASE	FONTAINE
ESAT	GRENOBLE
UEHC – UNITÉ ÉDUCATIVE D'HÉBERGEMENT COLLECTIF	GRENOBLE
3 STRUCTURES	2 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC 135 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
DIRECTION DE LA JEUNESSE	ECHIROLLES
CAP VERS L'ENTREPRISE	FONTAINE
SENSIBILISATION DE VOLONTAIRES AFEV	GRENOBLE
SENSIBILISATION DE VOLONTAIRES UNIS CITE	GRENOBLE
9 INTERVENTIONS	3 VILLES

PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Charlotte DELUCE, cheffe de pôle régional, région Auvergne Rhône-Alpes

M^{me} Chaza HANNA, déléguée du Défenseur des droits

Métropole de Grenoble

M. Malik ALLAM, directeur de la cohésion sociale à la Métropole

M^{me} Sophie EBERMEYER, chargée de mission Égalité et Lutte contre les discriminations

Association Unis-Cité

M^{me} Marie-Anne CAPUL, coordinatrice d'équipe

M^{me} Myriam ZAGHOUANE, responsable d'antenne

Éducation nationale

M^{me} Maud REDON, assistante sociale scolaire

M. Christian TOILLIER, référent des établissements Politique de la Ville et de la réussite éducative, DASEN de Grenoble

Protection Judiciaire de la Jeunesse

Mme Flora CHIROL, référente laïcité et citoyenneté, DTPJJ Isère



38 – ISÈRE



1 868

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 64 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
MARCEL MARIOTTE	BOURG-D'OISANS
GERARD PHILIPPE	CLAIX
DON BOSCO	CROLLES
CONDORCET	ECHIROLLES
ICARE	GIERES
JEAN-FRANCOIS CHAMPOLLION	GONCELIN
LUCIE AUBRAC	GRENOBLE
NOTRE-DAME-DE-SION	GRENOBLE
ROBERT DOISNEAU	GRENOBLE
STEPHEN HAWKING	GRENOBLE
LIONEL TERRAY	GRENOBLE
AUGUSTE RAVIER	LA MURE
EDOUARD VAILLANT	MEYLAN
LA PIERRE AIGUILLE	MEYLAN
128 INTERVENTIONS	10 VILLES
1728 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 80 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE SPÉCIALISÉE	VILLE
MAISON D'ENFANTS A CARACTÈRE SOCIAL AUTRANS	AUTRANS
OVE ITEP MARIUS BOULOGNE	BIVIERS
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE VILLEFONTAINE	BIVIERS
IME « LA CLÉ DE SOL »	EYBENS
MAISON D'ENFANTS A CARACTÈRE SOCIAL LE KIOSQUE	FONTAINE
ESPACE ADO UNITE DE L'OPALINE	FONTAINE
LA COURTE ECHELLE	JARDIN
VILLAGE DE L'AMITIÉ	NOYAREY
8 STRUCTURES	6 VILLES



LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS 60 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
MJC LA BAJATIERE	GRENOBLE
MJC PRESQU'ILE	GRENOBLE
MJC WALDECK ROUSSEAU PARMENIER	GRENOBLE
3 STRUCTURES	1 VILLE

PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Gérard BRION, délégué du Défenseur des droits dans l'Isère

M^{me} Charlotte DELUCE, cheffe de pôle régional, région Auvergne Rhône-Alpes

Département de l'Isère

M. Yves BERTHUIN, chargé de mission citoyenneté

M^{me} Corinne CHARDON, direction Education, Jeunesse et Sports

M^{me} Nadia MEZHOU, assistante de direction, Direction Education, Jeunesse et Sports

M^{me} Sophie STOURME, chargée de mission, Direction Education, Jeunesse et Sports

Association Unis-Cité

M^{me} Marie-Anne CAPUL, coordinatrice d'équipes et de projets

M^{me} Myriam ZAGHOUANE, responsable d'antenne Isère

Éducation Nationale

M^{me} Maud REDON, assistante sociale scolaire

M. Christian TOILLIER, référent des établissements Politique de la Ville et de la réussite éducative, DASEN de Grenoble

Protection Judiciaire de la Jeunesse

M^{me} Flora CHIROL, référente laïcité et citoyenneté, DTPJJ Isère

Formation locale

M^{mes} Fanny DUBOUIS, Nathalie GUET et Marianne GRONIER, Maison de confiance et de protection de la famille de la Gendarmerie à l'Isle-D'abeau

M^{me} Emmanuelle JOSEPH, cheffe du service Protection de l'Enfance au Conseil départemental

M^{me} Alysée SOUILLER, coordinatrice des Mineurs Non Accompagnés pour le Conseil départemental



42 – LOIRE



**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 55 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
JEAN PAPON	LA PACAUDIERE
MASNET FOURNEYRON	LE CHAMBON FEUGEROLLE
GASTON BATY	PELUSSIN
NICOLAS CONTE	REGNY
LOUIS GRUNER	ROCHE LA MOLIERE
ENNEMOND RICHARD	SAINT-CHAMOND
ARISTIDE BRIAND	SAINT-ETIENNE
LES CHAMPS	SAINT-ETIENNE
110 INTERVENTIONS	7 VILLES
1 485 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS 168 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
LES GRANGES	BONSON
ŒUVRE DE JEUNESSE DE FIRMINY – CLCS	FIRMINY
LE RABELAIS	LE CHAMBON FEUGEROLLE
CONDORCET	ROANNE
AMICALE LAÏQUE DE LA TERRASSE	SAINT-ETIENNE
AMICALE LAÏQUE DU CRET DE ROC	SAINT-ETIENNE
AMICALE LAÏQUE DE CÔTE CHAUDE	SAINT-ETIENNE
7 STRUCTURES	5 VILLES

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 35 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
ACARS	SAINT-ETIENNE
FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE DE LA LOIRE	SAINT-GENEST-LERPT
2 STRUCTURES	2 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC 251 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
BUS DE L'ÉGALITÉ	LA RICAMARIE SAINT-ETIENNE UNIEUX
AFEV	SAINT-ETIENNE
JOURNÉE DES DROITS DE L'ENFANT	SAINT-ETIENNE
11 INTERVENTIONS	3 VILLES

PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Charlotte DELUCE, cheffe de pôle régionale, Auvergne Rhône-Alpes

M. Georges SOUBEYRAND, délégué du Défenseur des droits, tuteur des JADE

M. Albert THIBAUD, délégué du Défenseur des droits, tuteur des JADE

Département de la Loire

M. Paul CORRIERAS, conseiller départemental délégué chargé de la Coordination de la politique jeunesse

M^{me} Elodie MARCON, assistante administrative

M. Brahim MEZABER, chargé de mission jeunesse au sein du département de la Loire

Association Unis-Cité

Mme Adeline AURELLE-MALCHEAUX, coordinatrice d'équipe et de projets

M. Renaud DEMESMAY, responsable d'antenne Unis-Cité Loire



44 – LOIRE-ATLANTIQUE



2 403

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES 83 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
JEAN BATISPTE ERIAU	ANCENIS
HONORE D'ESTIENNE D'ORVES	CARQUEFOU
EUGENE LIVET	NANTES
GASPARD MONGE LA CHAUVINIÈRE	NANTES
NICOLAS APPERT	ORVAULT
JEAN PERRIN	REZE
PETITE LANDE	REZE
CFA IA	SAINT HERBLAIN
CFA COIFFURE ET ESTHÉTIQUE 44	SAINT HERBLAIN
CIFAM LOIRE ATLANTIQUE	SAINT LUCE SUR LOIRE
LA BAUGERIE	SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE
JACQUES PREVERT	SAVENAY
SAINTE BLAISE	VERTOU
166 INTERVENTIONS	10 VILLES
2 241 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC 162 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
CENTRE DE LOISIRS	LA HAIE FOUASSIÈRE
SENSIBILISATION DES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE D'UNIS-CITÉ	NANTES
CHANTIERS DE TREMEAC - JEUNES EN REMOBILISATION	NANTES
ASSOCIATION L'ECLICTIC	NANTES
INTERVENTION AUPRÈS DES JEUNES DE L'INTERNAT	SAINT-SEBASTIEN
JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES - ANIMATION DE 5 STANDS SUR L'ÉGALITÉ	SAVENAY
INTERVENTION À L'ESPACE JEUNES	VERTOU
7 INTERVENTIONS	5 VILLES



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Julie BERANGER, Cheffe de pôle Bretagne, Pays de la Loire, Centre Val de Loire du Défenseur des droits

M. Jean-Yves RICHEUX, délégué du Défenseur des droits en Loire-Atlantique

Association Unis-Cité

M^{me} Marion DESCHAMPS, responsable d'antenne Nantes

M^{me} Marie GERBAULT, coordinatrice d'équipe et de projets, antenne de Nantes

M. Jocelyn LECLERC, directeur régional, Unis-Cité Pays-de-la-Loire

Éducation nationale

M. BERTRAND Nicolas, inspecteur de l'information et de l'orientation en charge de la formation, Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de la Loire-Atlantique

M. BOURDIN Yves, délégué Académique à la Vie des Elèves, Académie de Nantes, Référente académique JADE

M. Olivier MARECHAU, inspecteur de l'Éducation Nationale, mission académique « Égalité filles-garçons, femmes-hommes dans le système éducatif. », Rectorat de Nantes

M. Jérôme SANCHEZ, conseiller technique auprès du Recteur, Académie de Nantes

Enseignement Catholique Régional

M. Philippe GREMAUD, Responsable du pôle Education, Formation, Carrière, services de l'Enseignement Catholique Régional

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

M^{me} Anne JEGOU, Animatrice du réseau « Insertion égalité des chances. » de l'enseignement agricole public



49 – MAINE ET LOIRE



**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 24 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
GEORGES POMPIDOU	CHAMPTOCEAUX
JACQUES PREVERT	CHÂTEAUNEUF-SUR-SARTHE
LES ROCHES	DURTAL
PAUL ELUARD	GENNES
48 INTERVENTIONS	4 VILLES
648 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES ET CFA 59 CLASSES VISITÉES

ÉTABLISSEMENT	VILLE
BTP CFA 49	ANGERS
URMA MAINE ET LOIRE	ANGERS
LYCÉE LES BUISSONETS	ANGERS
LYCÉE DAVID D'ANGERS	ANGERS
LYCÉE HENRI BERGSON	ANGERS
LYCÉE MOUNIER	ANGERS
CFA LA CHARMILLE JALLAIS	BEAUPREAU EN MAUGES
LYCÉE E. PISANI	MONTREUIL BELLAY
MFR CASTELFREO	NOYANT
MFR HIPPIQUE	POUANCE
118 INTERVENTIONS	5 VILLES

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 6 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	ANGERS
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC 93 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
INTERVIEW DES JADE POUR UNE ÉMISSION DE RADIO G	ANGERS
INTERVENTION AU FJT L' HARMATTAN	ANGERS
INTERVENTION AU FJT DAVID D'ANGERS	ANGERS
INTERVENTION AU FJT MARGUERITE D'ANJOU	ANGERS
SENSIBILISATION SUR LES DISCRIMINATIONS AU QUART'NEY	ANGERS
INTERVENTION AU CENTRE JEAN VILAR	ANGERS
FORUM DE L'ORIENTATION DE L'URMA - STAND	ANGERS
FORUM DE L'ORIENTATION - STAND	NOYANT-VILLAGE
OLYMPIADES DES DISCRIMINATIONS - MAISON DE QUARTIER	MONTPLAISIR
ESPACE JEUNES	PONT DE CE
12 INTERVENTIONS	4 VILLES

PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Julie BERANGER, Cheffe de pôle Bretagne, Pays de la Loire, Centre Val de Loire du Défenseur des droits

M^{me} Mariline LEPICIER, Déléguée du Défenseur des droits dans le Maine-et-Loire

Association Unis-Cité

M^{me} Audrey FEDERKEIL, Responsable d'antenne d'Angers

M. Jocelyn LECLERC, directeur régional, Unis-Cité Pays-de-la-Loire

M^{me} Alice PRIVAT, coordinatrice d'équipe et de projet antenne d'Angers

Éducation Nationale

M. Sébastien ATTENCOURT, Conseiller technique responsable départemental, Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Maine et Loire

M^{me} HADI Madiha, inspectrice de l'information et de l'orientation en charge de la formation, Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Maine-et-Loire

Enseignement Catholique Régional

M. Philippe GREMAUD, Responsable du pôle Education, Formation, Carrière, services de l'Enseignement Catholique Régional

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

M^{me} Anne JEGOU, Animatrice du réseau « Insertion égalité des chances. » de l'enseignement agricole public



53 – MAYENNE



2 428

**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 10 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
JEAN LOUIS BERNARD	BAIS
LEONARD DE VINCI	MAYENNE
ROCHEFEUILLE	MAYENNE
LES GARETTES	VILLAINES-LA-JUHEL
20 INTERVENTIONS	3 VILLES
270 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES ET CFA 64 CLASSES VISITÉES

ÉTABLISSEMENT	VILLE
CFA URMA – SITE VOLNEY	LAVAL
LYCÉE BURON	LAVAL
LYCÉE LESNARD	LAVAL
LYCÉE REAUMUR	LAVAL
LYCÉE DOUANIER ROUSSEAU	LAVAL
LYCÉE DON BOSCO	MAYENNE
LYCÉE LEONARD DE VINCI	MAYENNE
LYCÉE ROCHEFEUILLE	MAYENNE
128 INTERVENTIONS	2 VILLES
1 728 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 5 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	LAVAL
1 ÉTABLISSEMENT	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC 425 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
ENREGISTREMENT DE PODCAST AU LYCÉE AGRICOLE	CHATEAU GONTHIER
INTERVENTION FJT LES NYMPHEAS	EVRON
INTERVENTION FJT FRANCOIS PESLIER	LAVAL
JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LE RACISME	LAVAL
4 INTERVENTIONS	3 VILLES



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Julie BERANGER, Cheffe de pôle Bretagne, Pays de la Loire, Centre Val de Loire du Défenseur des droits

M^{me} Christiane LENFANT, déléguée du Défenseur des droits en Mayenne

Association Unis-Cité

M^{me} Sandra CHEVALIER, responsable d'antenne Laval

M^{me} Bénédicte MOREAU, coordinatrice d'équipe et de projet antenne de Laval

Éducation nationale

M^{me} JAKUBOWSKI Claire, inspectrice de l'information et de l'orientation en charge de la formation, Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Maine-et-Loire

M^{me} Laurence BRAUD, chef de division des actions partenariales de l'information et de la communication, Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de la Mayenne

Enseignement Catholique Régional

M. Philippe GREMAUD, Responsable du pôle Education, Formation, Carrière, services de l'Enseignement Catholique Régional

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

M^{me} Anne JEGOU, Animatrice du réseau « Insertion égalité des chances. » de l'enseignement agricole public



67 – COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE



2 691

**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 86 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
DE BARR	BARR
TORENBERG-HEILIGENSTEIN	BARR
ROMAIN ROLLAND	ERSTEIN
SIMONE VEIL	HERRLISHEIM
GEORGES HOLDERITH	LAUTERBOURG
GALILEE	LINGOLSHEIM
MAXIME ALEXANDRE	LINGOLSHEIM
REMBRANDT BUGATTI	MOLSHEIM
LES DEUX RIVES	RHINAU
ROUGET DE LISLE	SCHILTIGHEIM
JEAN MENTEL	SELESTAT
CAROLINE AIGLE	STRASBOURG
FRANÇOIS TRUFFAUT	STRASBOURG
INTERNATIONAL D'ESPLANADE	STRASBOURG
GENERAL MAC MAHON	WOERTH
172 INTERVENTIONS	11 VILLES
2 322 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 180 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
SANTÉ - ÉDUCATION - INSERTION DU RIED	DIEBOLSHEIM
SANTÉ - ÉDUCATION - INSERTION DU RIED	HUTTENEIM
FOYER DE L'ADOLESCENCE	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
CENTRE ÉDUCATIF FERMÉ	SAVERNE
FOYER CHARLES FREY	STRASBOURG
SERVICES TERRITORIAUX ÉDUCATIFS DE MILIEU OUVERT DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	STRASBOURG
FOYER DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	STRASBOURG
INSTITUT D'ÉDUCATION MOTRICE LES IRIS	STRASBOURG
8 STRUCTURES	5 VILLES

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS 69 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
ASSOCIATION FAMILLES LAÏQUES 67	CRONENBOURG
L'ALBATROS	LINGOLSHEIM
2 STRUCTURES	2 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC 120 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
EDUCAP CITY	STRASBOURG
1 INTERVENTION	1 VILLE

PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Robert BLANC, délégué du Défenseur des droits et tuteur des JADE

M^{me} Elise GESLOT, cheffe de pôle régional Grand Est

M^{me} Clémence NEYRAT, chargée de mission, réseau et accès aux droits du Grand-Est

Collectivité européenne d'Alsace

M^{me} Sandy DEBARBAT, coordinatrice Service Civique Communauté européenne d'Alsace

M^{me} Sabine FREDERIC, cheffe de projet pratiques professionnelles et innovation, Direction de l'aide sociale à l'enfance

M^{me} Emmanuelle KONE, chargée de mission prévention direction de l'enfance et de la famille de la Communauté européenne d'Alsace

Éducation nationale

M^{me} Laure BRONCHARD, conseillère technique assistante sociale scolaire DSDEN 67

M^{me} Lydie BUTHEAU, conseillère technique assistante sociale scolaire DSDEN 68

M^{me} Nathalie DATO-BEUTLER, assistante sociale - Service Social en Faveur des Elèves du Haut-Rhin - DSDEN

M^{me} Jeannine EL ALLALI, conseillère technique de Madame la Rectrice, responsable du service social des personnels



Formation locale

M. Vincent BOURGOIN, enseignant, coordonnateur d'APE2A, collègue Mandela à Lingolsheim

M^{me} Élisabeth FLEUREAU, référents département 67 prévention et lutte contre le harcèlement, 2nd degré

M^{me} Mylène GRUBER, conseillère Pédagogique Service Ecole Inclusive 67, chargée de mission Troubles du comportement et des conduites, Direction académique du Bas-Rhin

M^{me} Madeline KECHA, directrice de SEGPA, collègue Mandela à Lingolsheim

68— COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE



1 457

**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 48 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
HUGSTEIN	BUHL
RENE CASSIN	CERNAY
VICTOR HUGO	COLMAR
ADELAIDE HAUTVEL	FERRETTE
FELIX EBOUE	FESSENHEIM
HENRI ULRICH	HABSHEIM
ANNE FRANK	ILLZACH
BOURTZWILLER	MULHOUSE
WOLF	MULHOUSE
MAURICE ET KATIA KRAFFT	PFASTATT
GEORGES MARTELOT	ORBEY
96 INTERVENTIONS	10 VILLES
1 296 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES ÉCOLES PRIMAIRES 5 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
BARRES	COLMAR
SAINT EXUPERY	COLMAR
2 ÉCOLES	1 VILLE
125 ÉLÈVES SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 12 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL LE BERCAIL	GUEBWILLER
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS 24 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
ASSOCIATION QUARTIER NORD COLMAR	COLMAR
1 STRUCTURE	1 VILLE



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Robert BLANC, délégué du Défenseur des droits et tuteur des JADE

M^{me} Elise GESLOT, cheffe de pôle régional Grand Est

M^{me} Clémence NEYRAT, chargée de mission, réseau et accès aux droits du Grand-Est

Collectivité européenne d'Alsace

M^{me} Sandy DEBARBAT, coordinatrice Service Civique Communauté européenne d'Alsace

M^{me} Sabine FREDERIC, cheffe de projet pratiques professionnelles et innovation, Direction de l'aide sociale à l'enfance

M^{me} Emmanuelle KONE, chargée de mission prévention direction de l'enfance et de la famille de la Communauté européenne d'Alsace

Éducation nationale

M^{me} Laure BRONCHARD, conseillère technique assistante sociale scolaire DSDEN 67

M^{me} Lydie BUTHEAU, conseillère technique assistante sociale scolaire DSDEN 68

M^{me} Nathalie DATO-BEUTLER, assistante sociale - Service Social en Faveur des Elèves du Haut-Rhin - DSDEN

M^{me} Jeannine EL ALLALI, conseillère technique de Madame la Rectrice, responsable du service social des personnels



Formation locale

M. Vincent BOURGOIN, enseignant, coordonnateur d'APE2A, collège Mandela à Lingolsheim

M^{me} Élisabeth FLEUREAU, référents département 67 prévention et lutte contre le harcèlement, 2nd degré

M^{me} Mylène GRUBER, conseillère Pédagogique Service Ecole Inclusive 67, chargée de mission Troubles du comportement et des conduites, Direction académique du Bas-Rhin

M^{me} Madeline KECHA, directrice de SEGPA, collège Mandela à Lingolsheim

69 – MÉTROPOLE DE LYON



2 097
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGE 62 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
BELLECOMBE	BROTTEAUX
CHARLES SENARD	CALUIRE ET CUIRE
AMPERE	LYON
CITE SCOLAIRE INTERNATIONALE	LYON
LACASSAGNE	LYON
VICTOR GRIGNARD	LYON
LES SERVIZIERES	MEYZIEU
PIERRE BROSSOLETTE	OULLINS
JEAN GIONO	SAINT GENIS LAVAL
AIME CESAIRE	VAULX-EN-VELIN
LA XAVIERE	VENISSIEUX
JEAN MACE	VILLEURBANNE
MONTESSORI	VILLEURBANNE
124 INTERVENTIONS	9 VILLES
1 674 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 60 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
INSTITUT MEDICAL ÉDUCATIF EDOUARD SEGUIN	LYON
ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE POUR MINEURS	MEYZIEU
MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL LES ALIZÉS	SAINT-ROMAIN- AU-MONT-D'OR
3 STRUCTURES	3 VILLES

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS 208 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
ESPACE PIERRE VALDO	LYON
MAISON DE L'ENFANCE DE MENIVAL	LYON
2 STRUCTURES	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC 155 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
FORMATION UNIS-CITÉ	LYON
LES RENCONTRES DU TONKIN	VILLEURBANNE
4 INTERVENTIONS	2 VILLES



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Charlotte DELUCE, chef de pôle Région Auvergne Rhône Alpes

M^{me} Isabelle GUÉRIN, déléguée du Défenseur des droits

Métropole de Lyon

M^{me} Annie CHAVONNAND, directrice du service de prévention et protection de l'enfance

M^{me} Maud SGORBINI, chargée de mission service de la prévention et protection de l'enfance, questions relatives à la prévention du décrochage scolaire

Association Unis-Cité

M^{me} Juliette BONGRAND, responsable d'antenne d'Unis-Cité Lyon

M^{me} Coline LABOULAIS, coordinateur d'équipes et de projets

Éducation nationale

M^{me} Catherine BARRUEL-KHODJA, inspectrice académique, inspectrice pédagogique régionale d'Histoire-géographie

M^{me} Corinne JEGO, conseillère Technique, Service Social en Faveur des Élèves.

Formation locale

M^{me} Catherine BARRUEL-KHODJA, inspectrice académique, inspectrice pédagogique régionale d'Histoire-géographie

M^{me} Betty BOUCHOUCHA, professeure ressource autisme

M^{me} Hassina BIANCHI, conseillère technique informations préoccupantes, Métropole de Lyon

M. Édouard CHABOD, adjudant, commandant adjoint de la Maison de Protection des Familles du RHONE, Gendarmerie nationale

M. Simon CHARTRE, conseiller technique développement de la prévention en protection de l'enfance, Métropole de Lyon

M. Antony IRAILLES, conseillers pédagogiques départementaux des unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants

M^{me} Corinne JEGO, conseillère Technique, Service Social en Faveur des Élèves

M^{me} Christiane -JEAN-BART, cheffe du service recommandations à la direction du social et médico-social, Haute Autorité de Santé

M^{me} Marie LESAGE, éducatrice spécialisée

M^{me} Isabelle PROTIERE, conseillère pédagogique, Adaptation scolaire et Scolarisation des élèves en situation de Handicap

M^{me} Maud SGORBINI, chargée de mission service de la prévention et protection de l'enfance, questions relatives à la prévention du décrochage scolaire

M. Maxime THELLIER-GOUIN, cadre de direction pôle déficiences visuelles.

PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Charlotte DELUCE, cheffe de pôle Auvergne-Rhône -Alpes du Défenseur des droits

M^{me} Ayat DAOUZLI, déléguée tutrice des JADE du Rhône

M^{me} Martine GIROUD-SAVOIE, déléguée du Défenseur des droits à Lyon

Département du Rhône

M^{me} Isabelle SAINT-GÉRAND, cheffe de bureau des droits de l'enfant et enfance en danger

Association Concordia

M^{me} Géraldine ALFRED, déléguée régionale de la région Rhône-Alpes

M^{me} Ioanna ANTONIADOU, chargée de développement Concordia

Éducation nationale

M^{me} Catherine BARRUEL-KHODJA, inspectrice académique, inspectrice pédagogique régionale d'Histoire-géographie

M^{me} Corinne JEGO, conseillère Technique, Service Social en Faveur des Élèves



76 – SEINE-MARITIME



2 783

**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 99 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
RENE COTY	AUFFAY
HENRI DUNANT	AUMALE
SAINT-VICTRICE	BIHOREL
SAINTE-GENEVIEVE	BOLBEC
FRANCIS YARD	BUCHY
JEAN CHARTIER	DARNETAL
CLAUDE DELVINCOURT	DIEPPE
ROLLON	GOURNAY-EN-BRAY
JEAN RENOIR	GRAND-COURONNE
JEAN MONNET	GRUCHET-LE-VALASSE
LA HETRAIE	LA FEUILLIE
HENRI WALLON	LE HAVRE
JEAN ZAY	LE HOULME
ALBERT SCHWEITZER	NEUFCHATEL-EN-BRAY
LES HAUTS DU SAFFIMBEC	PAVILLY
BARBEY D'AUREVILLY	ROUEN
CAMILLE SAINT SAENS	ROUEN
EUGENE DELACROIX	VALMONT
HENRI DE NAVARRE	YERVILLE
198 INTERVENTIONS	18 VILLES
2 673 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 40 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
IME LE CHATEAU BLANC	ARQUES-LA-BATAILLE
SAPJM NOTRE DAME DES FLOTS	BIHOREL
MAISON D'ARRÊT QUARTIER POUR MINEURS	ROUEN
3 ÉTABLISSEMENTS	3 VILLES

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS 70 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
ALSH DE SOTTEVILLE	SOTTEVILLE
1 STRUCTURE	1 VILLE



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Andrée DEBRU, déléguée tutrice en Seine-Maritime

M. Slimane LAOUFI, chef de pôle régional pour le Défenseur des droits

Département de Seine-Maritime

M^{me} Séverine GEST, vice-président à l'Éducation et la Jeunesse

M^{me} Florence CATELAIN, chargée de mission au service jeunesse dispositif Mobil'Info 76

M. Stevens LEMOINE, directeur jeunesse et sport

M^{me} Karine OLIVIER, chargée de mission au service jeunesse dispositif service civique

Association Unis-Cité

M^{me} Gwenaëlle BEAUVAIS, directrice régionale Unis Cité Normandie

M. Nassim DJOUBRI, coordinateur d'équipes et de projet Unis-Cité Rouen

M. Frédéric MORLOT, responsable d'antenne Unis-Cité Rouen

Éducation nationale

M^{me} Armelle PIZIGO, responsable du service social scolaire



75 – PARIS



4 776

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGE 19 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	ARRONDISSEMENT
JULES ROMAINS	PARIS 07
PAUL CLAUDEL D'HULST	PARIS 07
JACQUES DECOUR	PARIS 09
GEORGES BRASSENS	PARIS 19
37 INTERVENTIONS	3 ARRONDISSEMENTS
513 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES ET CFA 49 CLASSES VISITÉES

ÉTABLISSEMENT	ARRONDISSEMENT
CHARLEMAGNE	PARIS 04
HENRI IV	PARIS 05
JACQUES DECOUR	PARIS 09
MARIA DERAISMES	PARIS 17
CEPROC	PARIS 19
D'ALEMBERT	PARIS 19
98 INTERVENTIONS	5 ARRONDISSEMENTS
1 323 LYCÉENS SENSIBILISÉS	



LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 326 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	ARRONDISSEMENT
INJA	PARIS 05
INJS	PARIS 05
HOPITAL DE LA PITIÉ - SALPETRIERE	PARIS 13
MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL OLGA SPITZER - CONSULTATION DES ENFANTS	PARIS 14
HOPITAL NECKER	PARIS 15
SAMU SOCIAL - CONSULTATION DES ENFANTS	PARIS 15
MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL SAINTE-THERÈSE APPRENTIS D'AUTEUIL - CONSULTATION DES ENFANTS	PARIS 16
ACADÉMIE FOOTBALL PARIS 18 - CONSULTATION DES ENFANTS	PARIS 18
CROIX ROUGE BELLEVILLE - CONSULTATION DES ENFANTS	PARIS 20
9 STRUCTURES	7 ARRONDISSEMENTS

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS

1 495 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	ARRONDISSEMENT
ALOUETTES MATERNELLE	PARIS 19
ARCHEREAU MATERNELLE	PARIS 19
ARCHEREAU ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
AUBERVILLIERS ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
AUBERVILLIERS MATERNELLE	PARIS 19
ARMAND CARREL ELEMENTAIRE	PARIS 19
ARMAND CARREL MATERNELLE	PARIS 19
BARBANEGRE ÉLÉMENTAIRE A	PARIS 19
BARBANEGRE ÉLÉMENTAIRE B	PARIS 19
BARBANEGRE MATERNELLE	PARIS 19
BELLEVILLE MATERNELLE	PARIS 19
BOIS MATERNELLE	PARIS 19
CAMBRAI MATERNELLE	PARIS 19
CHEMINETS ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
COLETTE MAGNY ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
COLETTE MAGNY ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
COLETTE MAGNY MATERNELLE	PARIS 19
COMPANS ÉLÉMENTAIRE A	PARIS 19
DARIUS MILHAUD MATERNELLE	PARIS 19
EIDERS MATERNELLE	PARIS 19
EMELIE MATERNELLE	PARIS 19
EMILE BOLLAERT POLY	PARIS 19
EUGENIE COTTON ÉLÉMENTAIRE A	PARIS 19
EUGENIE COTTON ÉLÉMENTAIRE B	PARIS 19
EUGENIE COTTON MATERNELLE	PARIS 19
FESSART ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
FESSART MATERNELLE	PARIS 19
GENERAL LASALLE ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
GENERAL LASALLE MATERNELLE	PARIS 19
GENERAL BRUNET MATERNELLE	PARIS 19
GENERAL BRUNET MATERNELLE	PARIS 19
GEORGES THILL MATERNELLE	PARIS 19
GOUBET ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
HENRI NOGUERES POLY	PARIS 19
JEAN JAURES ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
JOMARD ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
JEAN MENANS MATERNELLE	PARIS 19
LEPAGE MATERNELLE	PARIS 19

STRUCTURE	ARRONDISSEMENT
MACDONALD POLY	PARIS 19
MACDONALD POLY	PARIS 19
MANIN ÉLÉMENTAIRE A	PARIS 19
MANIN ÉLÉMENTAIRE B	PARIS 19
MANIN MATERNELLE	PARIS 19
MAROC MATERNELLE	PARIS 19
MATHIS ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
NOYER DURAND MATERNELLE	PARIS 19
OURCQ ÉLÉMENTAIRE A	PARIS 19
OURCQ ÉLÉMENTAIRE B	PARIS 19
PALESTINE MATERNELLE	PARIS 19
PIERRE GIRARD ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
PIERRE GIRARD ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
PREVOYANCE MATERNELLE	PARIS 19
RAMPAL ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
RAMPAL MATERNELLE	PARIS 19
ROMAINVILLE ÉLÉMENTAIRE A	PARIS 19
ROMAINVILLE ÉLÉMENTAIRE B	PARIS 19
ROMAINVILLE MATERNELLE	PARIS 19
SADI LECOINTE MATERNELLE	PARIS 19
SEPTIEME ART MATERNELLE	PARIS 19
SIMON BOLIVAR ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
SIMON BOLIVAR ÉLÉMENTAIRE A	PARIS 19
SIMON BOLIVAR ÉLÉMENTAIRE B	PARIS 19
SIMON BOLIVAR MATERNELLE	PARIS 19
TOUS AU COLLÈGE GUILLAUME BUDET	PARIS 19
TOUS AU COLLÈGE SUZANNE LACORE	PARIS 19
TANDOU POLY	PARIS 19
TANDOU MATERNELLE	PARIS 19
TANDOU ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
TANGER MATERNELLE	PARIS 19
TANGER MATERNELLE	PARIS 19
TANGER ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
TANGER ÉLÉMENTAIRE A	PARIS 19
TANGER ÉLÉMENTAIRE B	PARIS 19
THIONVILLE MATERNELLE	PARIS 19
VILLETTE ÉLÉMENTAIRE	PARIS 19
75 ÉCOLES	1 ARRONDISSEMENT



LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
1 119 ENFANTS SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
DÉBAT ADOS DU COGRADE	PARIS 04
EDUCAP CITY ÉTAPE CAPITALE	PARIS 07
RALLYE CITOYEN DU 10 ^{ÈME}	PARIS 10
SENSIBILISATION DES VOLONTAIRES DE L'ASSOCIATION LES ENFANTS DU CANAL	PARIS 14
RALLYE CITOYEN DU 17 ^{ÈME}	PARIS 17
FJT POISSONNIERS	PARIS 18
STAND ANIMATIONS DROITS DES ENFANTS ASSOCIATION OLGA SPITZER	PARIS 19
FESTIVAL DES DROITS HUMAINS	PARIS 19
RALLYE CITOYEN DU 20 ^{ÈME}	PARIS 20
9 INTERVENTIONS	8 ARRONDISSEMENTS



PARTENAIRES

Association Concordia :

M^{me} Mila OLIVEIRA DE MORAIS, coordinatrice d'équipes et de projets

Formations locales

M^{me} Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

77 – SEINE-ET-MARNE



1 719

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES 5 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE JOLIOT CURIE	MITRY-MORY
10 INTERVENTIONS	1 VILLE
135 ÉLÈVES SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 36 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
FREDERIC CHOPIN	MELUN
JEAN JACQUES ROUSSEAU	OTHIS
LA VALLEE	AVON
LES BLÉS D'OR	BAILLY-ROMAINVILLE
LELORNGE DE SAVIGNY	PROVINS
LOUIS ARMAND	SAVIGNY-LE-TEMPLE
VAN GOGH	EMERAINVILLE
72 INTERVENTIONS	6 VILLES
972 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES ET CFA 16 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
CFA UTEC	AVON
LYCEE LAFAYETTE	HERICY
LYCEE JEHAN CESC	CHELLES
32 INTERVENTIONS	3 VILLES
507 ÉLÈVES SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 5 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
UNITÉ ÉDUCATIVE D'ACCUEIL DE JOUR PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	MELUN
1 STRUCTURE	1 VILLE

LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC 100 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
EPIDE	MONTRY
1 ÉVÈNEMENT	1 VILLE

PARTENAIRES

Association Concordia :

M^{me} Mila OLIVEIRA DE MORAIS, coordinatrice d'équipes et de projets

Formations locales

M^{me} Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

78 – YVELINES



1 833

**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

**LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
44 CLASSES VISITÉES**

COLLÈGE	VILLE
ANDRE DERAIN	CHAMBOURCY
AUGUSTE RENOIR	CHATOU
CLAGNY	VERSAILLES
JACQUES CARTIER	ISSOU
JULES VERNE	LES MUREAUX
PIERRE ET MARIE CURIE	LE PECQ
88 INTERVENTIONS	6 VILLES
1 188 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

**LES INTERVENTIONS EN LYCÉES
15 CLASSES VISITÉES**

LYCÉE	VILLE
JEANNE D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
30 INTERVENTIONS	1 VILLE
405 LYCÉENS SENSIBILISÉS	



**LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
30 JEUNES SENSIBILISÉS**

STRUCTURE	VILLE
ÉTABLISSEMENT PENITENTIAIRE POUR MINEURS	PORCHEVILLE
LA SAUVEGARDE 78	VERSAILLES
UNITÉ ÉDUCATIVE D'ACCUEIL DE JOUR PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	VERSAILLES
3 STRUCTURES	2 VILLES

**LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS
210 JEUNES SENSIBILISÉS**

STRUCTURE	VILLE
BASSES-ROCHES	CONFLANS-SAINT-HONORINE
CHENNEVIÈRES	CONFLANS-SAINT-HONORINE
2 STRUCTURES	1 VILLE

PARTENAIRES

Association Concordia :

M^{me} Mila OLIVEIRA DE MORAIS, coordinatrice d'équipes et de projets

Formations locales

M^{me} Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

91 – ESSONNE



1 238

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 25 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
LES DINES CHIENS	CHILLY-MAZARIN
PABLO PICASSO	SAULX-LES-CHARTREUX
PONT DE BOIS	SAINT-CHERON
50 INTERVENTIONS	3 VILLES
675 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	



LES INTERVENTIONS EN LYCÉES 11 CLASSES VISITÉES

ÉTABLISSEMENT	VILLE
NELSON MANDELA	ÉTAMPES
22 INTERVENTIONS	1 VILLE
297 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 82 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
CENTRE ÉDUCATIF FERMÉ	BURES-SUR-YVETTE
IME VAL D'ESSONNE	CORBEIL ESSONNES
TIME 4 SCHOOL	MASSY PALAISEAU
AVEJ Foyer éducatif du vieux Logis	MONTGERON
UNITE ÉDUCATIVE MILIEU OUVERT PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	PALAISEAU
MAISON D'ENFANTS À CARACTÈRE SOCIAL FRANCOISE DOLTO - CONSULTATION DES ENFANTS	SAINT-CHERON
IEM LE PETIT TREMBLAY	SAINT-PIERRE-DU-PERRAY
7 STRUCTURES	7 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS ANNEXES 184 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
JOURNÉE DE L'ACCÈS AUX DROITS	ÉVRY-COURCOURONNES
1 ÉVÈNEMENT	1 VILLE

PARTENAIRES

Association Concordia :

M^{me} Mila OLIVEIRA DE MORAIS, coordinatrice d'équipes et de projets

Formations locales

M^{me} Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

92 – HAUTS-DE-SEINE



2 614

**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES 1 CLASSES VISITÉE

ÉCOLE	VILLE
SAINT EXUPERY	ISSY-LES-MOULINEAUX
2 INTERVENTIONS	1 VILLE
27 ENFANTS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 118 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
APPRENTIS D'AUTEUIL SAINT JOSEPH	MEUDON
UNITE ÉDUCATIVE MILIEU OUVERT PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	BOURG LA REINE
OLGA SPITZER – CONSULTATION DES ENFANTS	NANTERRE
3 STRUCTURES	3 VILLES

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGE 37 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
ALBERT CAMUS	BOIS COLOMBES
ANNE FRANK	ANTONY
CERENE	RUEIL-MALMAISON
LAKANAL	SCEAUX
PAUL LANDOWSKI	BOULOGNE-BILLANCOURT
74 INTERVENTIONS	5 VILLES
999 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS 350 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
AULAGNIER	ASNIERES-SUR-SEINE
BADINTER	ASNIERES-SUR-SEINE
DESCARTES	ASNIERES-SUR-SEINE
FERRY	ASNIERES-SUR-SEINE
FLACHAT	ASNIERES-SUR-SEINE
FONTAINE	ASNIERES-SUR-SEINE
MAURICEAU	ASNIERES-SUR-SEINE
POINCARÉ	ASNIERES-SUR-SEINE
SIMONE WEIL	ASNIERES-SUR-SEINE
VOLTAIRE	ASNIERES-SUR-SEINE
COLOMBIER	ISSY-LES-MOULINEAUX
JULES FERRY	ISSY-LES-MOULINEAUX
JUSTIN OUDIN	ISSY-LES-MOULINEAUX
LOUISE MICHEL	ISSY-LES-MOULINEAUX
14 ÉTABLISSEMENTS	2 VILLES

LES ÉVÈNEMENTS ANNEXES 1 120 ENFANTS SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
FORUM DE LA DIFFÉRENCE	ISSY-LES-MOULINEAUX
SENSIBILISATION DU CJM	ISSY-LES-MOULINEAUX
SENSIBILISATION DU CJM	MEUDON
SOLIDAYS	BOULOGNE-BILLANCOURT
4 INTERVENTIONS	3 VILLES



PARTENAIRES

Association Concordia :

M^{me} Mila OLIVEIRA DE MORAIS, coordinatrice d'équipes et de projets

Formations locales

M^{me} Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

93 – SEINE-SAINT-DENIS



2 081
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 58 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
PABLO NERUDA	AULNAY-SOUS-BOIS
JEAN PIERRE TIMBAUD	BOBIGNY
ROMAIN ROLLAND	CLICHY SOUS BOIS
JACQUELINE DE ROMILLY	LE BLANC-MESNIL
LE CLOS SAINT VINCENT	NOISY-LE-GRAND
RENÉ CASSIN	NOISY LE SEC
IRÈNE ET FRÉDÉRIC JOLIOT CURIE	PANTIN
AFPAD	PIERREFITTE-SUR-SEINE
DORA MAAR	SAINT-DENIS
GEORGES BRASSENS	SEVRAN
115 INTERVENTIONS	10 VILLES
1 566 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES 13 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
HOTELIER RABELAIS	DUGNY
MAURICE UTRILLO	STAINS
26 INTERVENTIONS	2 VILLES
351 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 101 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
HOPITAL ROBERT BALLANGER	AULNAY SOUS BOIS
CROIX ROUGE CONSULTATION DES ENFANTS	BOBIGNY
ASSOCIATION D'ÉDUCATION ET DE PROTECTION CONCORDE	MONTFERMEIL
ASSOCIATION EN TEMPS	MONTREUIL
SAUVEGARDE DE SEINE-SAINT-DENIS	PANTIN
SERVICE D'AIDE DÉPARTEMENTALE À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE	PANTIN
ASSOCIATION LA CARAVANE	VILLEMOMBLE
MAISON D'ARRÊT DE VILLEPINTE QUARTIER MINEUR UNITÉ ÉDUCATIVE	VILLEPINTE
8 ÉTABLISSEMENTS	7 VILLES

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS 30 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
FONTAINE	VILLEPINTE
1 STRUCTURE	1 VILLE





LES ÉVÈNEMENTS ANNEXES
33 JEUNES SENSIBILISÉS

ÉVÈNEMENT	VILLE
JURY ETHIQUE EN ACTE	SAINT DENIS
STAND DROITS DES ENFANTS	SAINT OUEN
PARLONS JEUNES	SAINT OUEN
3 INTERVENTIONS	2 VILLES



PARTENAIRES

Association Concordia :

M^{me} Mila OLIVEIRA DE MORAIS, coordinatrice d'équipes et de projets

Formations locales

M^{me} Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

94 – VAL-DE-MARNE



595

**ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT**

**LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES
15 CLASSES VISITÉES**

COLLÈGE	ARRONDISSEMENT
NOTRE DAME DES MISSIONS	CHARENTON-LE-PONT
LOUIS PASTEUR	CRETEIL
JEAN PERRIN	KREMLIN BICETRE
30 INTERVENTIONS	3 VILLES
405 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

**LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES
15 JEUNES SENSIBILISÉS**

STRUCTURE	VILLE
ASSOCIATION OLGA SPITZER CONSULTATION DES ENFANTS	CRETEIL
CROIX ROUGE ENFANTS DU MONDE	KREMLIN BICETRE
2 STRUCTURES	2 VILLES

**LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS
140 ENFANTS SENSIBILISÉS**

STRUCTURE	VILLE
CHARLES DIGEON ÉLÉMENTAIRE	SAINT MANDE
MARCEL CACHIN	VILLEJUIF
JEAN VILAR	VILLEJUIF
HAUTES BRUYÈRES	VILLEJUIF
LOUIS PASTEUR	VILLEJUIF
PAUL VAILLANT COUTURIER	VILLEJUIF
SIMONE VEIL	VILLEJUIF
7 STRUCTURES	2 VILLES

**LES ÉVÈNEMENTS ANNEXES
35 JEUNES SENSIBILISÉS**

STRUCTURE	VILLE
JOURNÉE DES DROITS DE L'ENFANT	VILLEJUIF
1 INTERVENTION	1 VILLE

PARTENAIRES

Association Concordia :

M^{me} Mila OLIVEIRA DE MORAIS, coordinatrice d'équipes et de projets

Formations locales

M^{me} Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

95 – VAL – D’OISE



749
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 27 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
JACQUES MONOD	BEAUMONT-SUR-OISE
LES EXPLORATEURS	CERGY
NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE	ENGLHIENS LES BAINS
ISABELLE AUTISSIER	HERBLAY
54 INTERVENTIONS	4 VILLES
729 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN STRUCTURES SPÉCIALISÉES 20 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
APPRENTIS D'AUTEUIL	SANNOIS
UNITES ÉDUCATIVES D'ACTIVITÉS DE JOUR	VILLIERS-LE-BEL
2 STRUCTURES	2 VILLES

PARTENAIRES

Association Concordia :

M^{me} Mila OLIVEIRA DE MORAIS, coordinatrice d'équipes et de projets

Formations locales

M^{me} Isabelle AUBIN, commissaire de police, adjointe au chef de service de la brigade de protection des mineurs de Paris

M. Omar DIDI, coordinateur de l'association le MAG Jeunes LGBT

M. Christian MOLMY, commissaire divisionnaire, chef de la brigade de protection des mineurs de Paris

971 – GUADELOUPE¹



139
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES 10 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
GRUPE SCOLAIRE GUY CORNELY	LES ABYMES
20 INTERVENTIONS	1 VILLE
130 ÉLÈVES SENSIBILISÉS	

LES ACCUEILS DE LOISIRS 9 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
AMICAL CLUB DARBOUSSIER	SAINT-PAUL
1 INTERVENTION	1 VILLE

PARTENAIRES

Défenseur des droits

M^{me} Christelle CARDONNET, cheffe de pôle régionale du Défenseur des droits

M^{me} Inès MARINHO, déléguée tutrice des JADE

M^{me} Gladys CHARLES-PALIN, psychologue, déléguée du Défenseur des droits référente discrimination.

Éducation nationale

M. Eric AUJAS, inspecteur de l'éducation nationale. Référent académique. Coordonnateur l'équipe académique les valeurs de la république

M^{me} Valérie ARICIQUE, conseillère technique de service social auprès de la rectrice

M^{me} Lydia BERRY-LANCEMON, proviseure à la vie scolaire, conseillère technique pour les établissements scolaires DAFPE, déléguée académique à la formation des personnels encadrement, rectorat de la Région académique de la Guadeloupe

M. André POTDEVIN, inspecteur de l'éducation nationale. Référent laïcité fille garçon

Mme Rolande TARLET, cheffe du service des affaires juridiques, Région académique de la Guadeloupe

Formations locales

M. Ruddy PECATUS, éducateur de la Protection Judiciaire et de la Jeunesse de la Guadeloupe

M. Mathieu GAMA, écrivain

¹ En Guadeloupe l'équipe JADE n'est constituée que de deux volontaires et suite au départ de l'un d'entre eux, la mission a dû être interrompue.

974 – LA RÉUNION



4 154
ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES 71 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
HENRI MORANGE	SAINT-ANDRE
REINE PITOU	SAINT-BENOIT
SAINT ANNE	SAINT-BENOIT
DOCTEUR MARTIN	SAINT-BENOIT
LES BADAMIERS	SAINT-DENIS
L'ETANG	SAINT-LEU
COMBAVA	SAINT-PAUL
BOIS DE POMMES	SALAZIE
DE HELL BOURG	SALAZIE
GRAND ILET	SALAZIE
MARE À MARTIN	SALAZIE
MARE À CITRONS	SALAZIE
MARE À VIEILLE PLACE	SALAZIE
GRANDE RAVINE	TROIS-BASSINS
142 INTERVENTIONS	7 VILLES
1 873 ENFANTS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 56 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
MILLES ROCHES	SAINT-ANDRE
HUBERT DE LISLE	SAINT-BENOIT
MAHE LABOURDONNAIS	SAINT-DENIS
ÉLIE WIESEL	SAINT-DENIS
SOUBOU	SAINT-PAUL
112 INTERVENTIONS	4 VILLES
1 102 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES 4 CLASSES VISITÉES

LYCÉE	VILLE
MARIE CURIE À SAINT-ANNE	SAINT-BENOIT
MOULIN JOLI	LA POSSESSION
8 INTERVENTIONS	2 VILLES
114 LYCÉENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS
492 JEUNES SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
LES P'TIS SAMOURAÏ	BRAS-PANON
FAYARD	SAINT-ANDRE
GEORGES MARIE SOBA	SAINT-ANDRE
JEAN ALBANY	SAINT-ANDRE
LECONTE DE LISLE	SAINT-ANDRE
HENRI MORANGE	SAINT-ANDRE
MAISON QUARTIER BOURBIER LES HAUTS	SAINT-BENOIT
MERCREDI JEUNESSE CHAMP FLEURI	SAINT-DENIS
CENTRE AÉRÉ DU BAS DE LA RIVIÈRE	SAINT-DENIS
POINTE DES CHÂTEAUX	SAINT-LEU
CENTRE JACQUES TESSIER	SAINT-PAUL
11 STRUCTURES	6 VILLES



LES ÉVÈNEMENTS TOUT PUBLIC
490 JEUNES SENSIBILISÉS

EVÈNEMENT	VILLE
ÉCOLE DU BONHEUR AU COLORADO	SAINT-DENIS
FÊTE DU JEU	SAINT DENIS
ÉCOLE DU BONHEUR AU CREPS	SAINT-PAUL
ÉCOLE DU BONHEUR À L'ESIROI	SAINT-PIERRE
5 INTERVENTIONS	3 VILLES



PARTENAIRES

Défenseur des droits

M. Michel CHANE SAN, délégué du Défenseur des droits, tuteur JADE

M. Didier LEFEVRE, chef de pôle régional du Défenseur des droits

M. Pascal PUVILLAND, délégué du Défenseur des droits, tuteur JADE

Association CEMEA

M^{me} Isabelle BERTIL, tutrice des JADE.

Éducation nationale

M. Eric COULEAU, proviseur vie scolaire au Rectorat de la Réunion

M^{me} Françoise PENENT, conseillère technique du recteur de la Réunion

Formations locales

M^{me} Isabelle ESPESSON, PJJ

M. Jean-François MAILLOT, DRAJES

Le réseau des missions locales

976 – MAYOTTE



3 573

ENFANTS ET JEUNES SENSIBILISÉS
DANS LE DÉPARTEMENT

LES INTERVENTIONS EN ÉCOLES PRIMAIRES 26 CLASSES VISITÉES

ÉCOLE	VILLE
BARAKANI	KANI-KELI
CAVANI STADE	MAMOUDZOU
MTSAPERÉ BONOVO	MAMOUDZOU
PASSAMAINTY STADE	MAMOUDZOU
PASSAMAINTY M'SAKOUANI	MAMOUDZOU
VILLA RAVOY	OUANGANI
52 INTERVENTIONS	3 VILLES
690 ÉLÈVES SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN COLLÈGES 72 CLASSES VISITÉES

COLLÈGE	VILLE
BANDRELE	BANDRELE
DEMBENI	DEMBENI
YLANG	KANI-KELI
KAWALE	MAMOUDZOU
KAWENI	MAMOUDZOU
PASSAMAINTY	MAMOUDZOU
HAMJAGO	M'TSAMBORO
SADA	SADA
144 INTERVENTIONS	6 VILLES
1 713 COLLÉGIENS SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN LYCÉES ET CFA 13 CLASSES VISITÉES

STRUCTURE	VILLE
BANDRELE	BANDRELE
CHIRONGUI	CHIRONGUI
COCONI	COCONI
TSARARANO	DEMBENI
CEMEA ILONI	DEMBENI
VILLA RAVOY	KANI KELI
26 INTERVENTIONS	5 VILLES
346 ÉLÈVES SENSIBILISÉS	

LES INTERVENTIONS EN ACCUEILS DE LOISIRS 824 ENFANTS SENSIBILISÉS

STRUCTURE	VILLE
ACOUA	ACOUA
BANDRABOUA	BANDRABOUA
DZOU MOGNE	BANDRABOUA
MTSANGABOUA	BANDRABOUA
HAMOURO	BANDRELE
MIRERENI POROANI	CHIRONGUI
DEMBENI	DEMBENI
TSARARANO	DEMBENI
BAFA	KANI KELI
KANI KELI	KANI KELI
LA ROSE	KANI KELI
LONGONI	KOUNGOU
MAJIKAVO	KOUNGOU
PASSAMAINTY	MAMOUDZOU
M'TSAMBORO	M'TSAMBORO
BARAKANI	OUANGANI
KAHANI	OUANGANI
OUANGANI	OUANGANI
24 INTERVENTIONS	10 VILLES

PARTENAIRES

Défenseur des droits :

M. Didier LEFEVRE, chef de pôle régional du Défenseur des droits

M^{me} Aurore NEEL, déléguée-tutrice JADE du Défenseur des droits

Éducation nationale :

M. Stéphane PLANCHAND, conseiller technique d'établissement et vie scolaire au Rectorat de Mayotte.

Crédits photos

Défenseur des droits
Laurent Boutonnet / Région Occitanie

Jade

J E U N E S A M B A S S A D E U R S D E S D R O I T S

Défenseur des droits

TSA 90716 - 75334 Paris Cedex 07

Tél. : 09 69 39 00 00

defenseurdesdroits.fr

Toutes nos actualités :



defenseurdesdroits.fr



D
Défenseurdesdroits
— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —